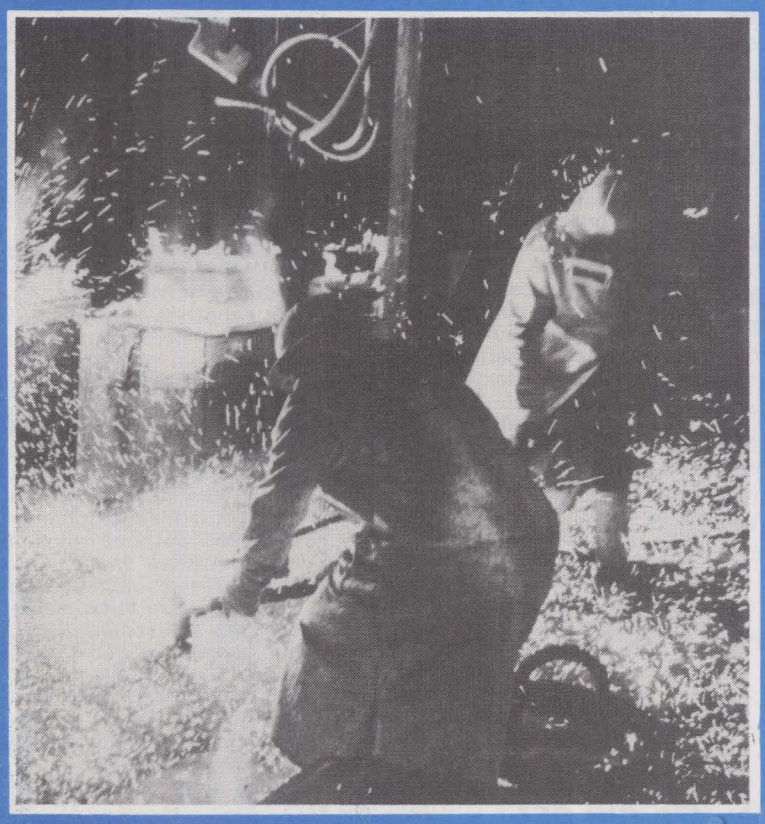
l'unité

N° 326 – 5F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 9-15février 1979



POUR UN NOUVEAU PLAN ACIER

Longwy : toute une ville qui dit non

BERUFSVERBOT : L'ALLEMAGNE RENONCE A L'INQUISITION

Bataille du rail : les usagers jouent les locomotives



et la tribune du congrès

Une lettre de Jean-Pierre Michel

Je tiens à vous exprimer ma surprise à la lecture du dernier numéro -325- de « l'Unité ». En effet, le journal s'ouvre sur deux pages consacrées à la Justice, titrées « Justice : Peyrefitte apprenti-sorcier et... Tartuffe », suivi d'un premier article signé Jean-Loup Reverier, puis de la mention en caractère gras « par Jean-Pierre Michel » qui précède l'article que je vous avais adressé et qui se termine par ma signature.

Cette présentation laisse croire que je suis l'auteur du titre général, ce qui n'est pas le cas. Il suffit d'ailleurs de lire les deux articles pour être convaincu qu'il annonce plutôt celui de Jean-Loup Reverier que le mien, dont le texte ne reprend pas les idées exprimées dans le titre.

Je tenais à vous faire part de mon sentiment, puisqu'au surplus je n'ai pas été consulté sur ce titre. Il eût été préférable que mon article soit plus nettement séparé de celui de J.L. Reverier et peut-être qu'il ait été titré séparément. Afin qu'aucune ambiguïté ne se glisse dans l'esprit de vos lecteurs, je vous serais obligé de publier cette lettre dans votre prochain numéro.

(Jean-Pierre MICHEL
75013 Paris)

Les cadres se rebiffent

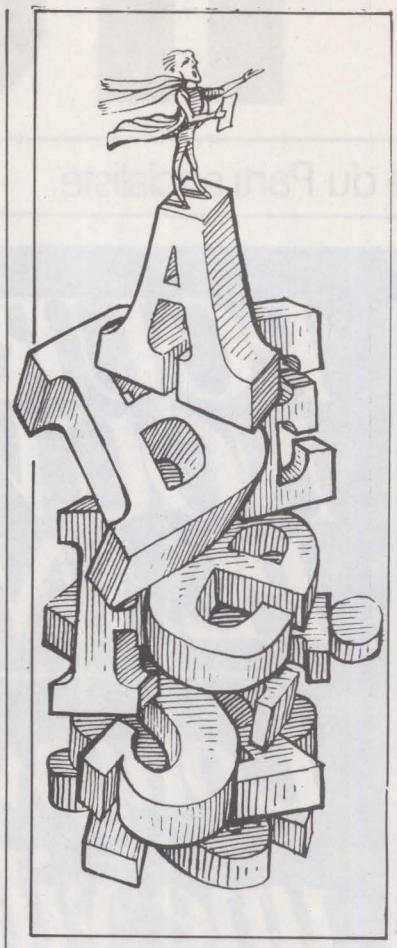
J'ai lu votre article sur les cadres. Si certains points sont intéressants comme la difficulté à retrouver un emploi équivalent après une plus longue période de chômage que d'autres catégories professionnelles, et les questions que se posent les cadres maintenant (leur fonction, leur pouvoir, sont-ils des salariés comme les autres, etc.) ? sont-ils nombreux à évoluer de cette façon ? Je ne sais pas.

Mais beaucoup de points comme les cotisations supplémentaires sont des thèmes de la C.g.c. qui ne doivent pas être ceux des socialistes. En tout cas ce ne sont pas ceux des militants que je rencontre dans le parti (déplafonnement, salaire, intérêt du travail, etc.).

Je suis né dans un milieu ouvrier, j'étais plâtrier-peintre et depuis 10 ans je suis artisan. J'ai gardé ma mentalité d'ouvrier. Des artisans militants du P.s. j'en connais très peu. Moi, en tant qu'artisan plâtrier-peintre, j'ai gagné en 1978 4 000 à 4 500 F par mois. Pour moi ça n'a jamais bien payé mais c'est de pire en pire malgré le baratin que l'on entend de toute part sur l'artisanat. En 1979, régime de retraite complémentaire obligatoire : très bien mais 4,40 % de charges en plus sur mes revenus nets. Pour la cotisation maladie je paierai en plus la part du patron et de l'ouvrier. Assurance décennale obligatoire pour les entreprises de bâtiment : très bien, mais 300 F à payer.

Toutes ces doléances ne doivent pas vous faire croire que je sois d'accord avec le Cid-Unati de Nicoud (je suis au P.s. depuis six ans). Si chaque catégorie socio-professionnelle à ses problèmes, les travailleurs, ouvriers, manuels, manœuvres, etc. en particulier ceux du secteur privé, sont de loin les plus mal lotis. Ces injustices donnent leur vrai sens à notre combat et doivent être en tête de nos proéoccupations.

(André DEFOND
69140 Rilleux-la-Pape)



nos lecteurs ont la parole

Parlez de Force ouvrière

A l'occasion des entretiens avec André Bergeron diffusés dans « l'Unité », j'ai constaté avec joie qu'exceptionnellement on parle de Force ouvrière.

Une fois n'est pas coutume...

Vous avez peut-être trop tendance à ne faire que l'apologie de la C.g.t. ou de la C.f.d.t.

N'oubliez pas, camarades, que beaucoup de militants et adhérents à Force ouvrière le sont également au Parti socialiste. La différence avec les autres organisations syndicales est que nous ne mêlons pas le syndicalisme et la politique. Il y a un moment approprié pour chaque activité.

Parlez de tous et considérez à égalité la C.g.t., la C.f.d.t. et Force ouvrière.

L'impartialité est une des bases fondamentales de la démocratie.

(Claude LEGRAND
92100 Boulogne-Billancourt)

Briseurs « d'unité » ou de monopole ?

Dans « l'Unité » n° 323, rubrique « Changer la vie politique », apparaît une information tendancieuse titrée : « Succès du S.n.i. ».

En effet, les organisations « concurrentes » sont présentées comme « briseurs d'unité ».

Sans entrer dans le débat portant sur le fait de savoir si le S.n.i. est un syndicat basant ses analyses sur l'action de classe, il est paradoxal de trouver dans la presse de notre parti, qui se dit démocratique, un texte rejetant le pluralisme syndical.

Si, comme le dit le rédacteur, ces résultats sont significatifs, c'est surtout par le fait que le S.n.i. ne détient plus le monopole de la représentation des instituteurs à cause notamment de l'action des militantes et militants du Sgen-C.f.d.t., qui voient leur audience grandir au fil des ans (rappel dernières C.a.p.n. S.n.i. : —3,97 % ; Sgen —1,55 %).

(Un militant socialiste
section de Gagnac 31)

Ce qui est en jeu

La situation des Français est de plus en plus mauvaise, les prix augmentent, le chômage progresse, le Pouvoir démantelle la Sécurité sociale, mais les socialistes discutent de leurs problèmes internes.

Que font les militants socialistes au sein des entreprises ? Se battent-ils journellement pour faire changer la situation des travailleurs ?

Que de temps perdu en motions, pétitions, contributions, qui auraient pu être employé plus efficacement ailleurs !

Bien sur, la situation en 1979 n'est pas la même qu'avant les élections legislatives.

Oui, nous devons orienter autrement notre ligne de conduite et amender notre programme, tout en maintenant le cap sur l'union de la gauche désirée par diverses couches de la population.

Ceux-ci savent très bien que rien ne leur sera accordé sans lutte, quel que soit d'ailleurs le gouvernement en place.

Ce qui est en jeu, c'est un grand et fort Parti socialiste ayant un bon programme crédible et pratiquant à tous les niveaux la démocratie. C'est de cela qu'il faut discuter.

Le Parti socialiste a un Premier secrétaire, c'est François Mitterrand, il a fait progresser le parti plus que quiconque dans la voie du changement.

(Christian Alcanffe
33270 Floirac)

La démocratie au P.s.

L'un des moyens de vivre la démocratie n'est-ce pas que tout citoyen puisse s'exprimer librement ? Le P.s. a toujours défendu cette thèse. Alors pourquoi ne l'applique-t-il pas lui même dans sa propre presse ?

Nous sommes de plus en plus de militants à juger anormal d'être dans l'obligation de s'abonner au journal « le Monde » pour connaître la position de tel ou tel responsable ou militant du parti. Il est également inadmissible de constater que ces mêmes personnes se croient dans l'obligation de faire appel à la presse, radio et télévision pour exprimer leur point de vue.

Le P.s. a décidé que sa presse était ouverte à tous les avis des militants sans censure. Pourquoi ne l'applique-t-on pas ? Depuis quelques mois, le parti aurait pu réaliser un numéro spécial de « l'Unité » ou mieux du « Poing et la Rose » pour faire connaître à tous les militants les différents points de vue. Ces expressions auraient permis de mieux comprendre les nuances entre les différentes motions et contributions. Dans les sections nous aurions été ainsi mieux en mesure de participer réellement au débat. Les quelques ouvertures actuelles ne sont pas suffisantes puisque chaque semaine le débat est dans le journal « le Monde ». Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Pourquoi ne pas le prévoir avant le congrès, en plus des motions et contributions ?

(Marcel CARTEAU
56 Sene)

Je vis la situation

Croyez que grâce à « l'Unité » je suis et je « vis » la situation et la « percée » de plus en plus grande du P.s. Je lis votre hebdomadaire attentivement, les diverses positions des tendances au sein du P.s. avant le congrès de Metz en avril. Pour moi, il est normal qu'il y ait une pluralité de tendances au sein du P.s. Mais de bas en haut du parti, on doit rester dans l'unité de pensée et d'action pour déboucher plus ou moins tard sur un parti uni qui aura son mot à dire dans une prochaine victoire de la gauche. Quand ? Espérons et j'ai l'espoir que le P.s. sera de plus en plus uni et agira efficacement pour un prochain gouvernement de toute la gauche.

(Albert VINAS
31220 CAZERE S/GARONNE)

• La lettre du premier correspondant — contredite d'ailleurs par celle du second — nous étonne. Il y a plusieurs mois déjà que « l'Unité » a ouvert une tribune permanente où chaque courant de pensée peut librement s'exprimer. Dans notre numéro du 12 janvier, nous avons publié un cahier spécial de six pages avec l'analyse de chacune des principales contributions pour le Congrès dont le texte complet a été adressé à chaque adhérent par l'intermédiaire du « Poing et la Rose ». Si tous les militants lisaient chaque semaine « l'Unité », ils seraient largement informés sur le contenu du débat.

sommaire

4 **Social**

Pour un nouveau plan acier, par Pierre Bérégovoy
Longwy : toute une ville qui dit non, par Michèle Kespi

7 *La chronique de Piem.*

8 **Economie**

Prix de l'essence : le chantage des « pétroliers », par Guy Perrimond

9 **Parti socialiste**

Comité directeur : un projet et des motions, par Antoine Violet.

10 *La tribune du congrès.*

12 **Monde**

Berufsverbot : l'Allemagne repousse la loi scélérate, par Jérôme Vaillant.

15 *Algérie : le président du compromis, par Claude Estier.*

16 *Cuba : cent fois sur le métier remettre la révolution, par Francis Pisani.*

19 *Turquie : les « loups gris » attaquent, par Ira Feloukatzi*

20 **Société**

Bataille du rail : les usagers jouent les locomotives, par Frédérique de Gravelaine.

21 *Football : le ballon crevé de Chirac.*

28 *Au risque de vous plaire.*

Photos et dessins A.f.p. (page 6), Barrigue (pages 7, 8, 15, 20, 23), Coureuil (page 5), Pascal Lebrun (pages 22, 24), Pym (page 21), Solo (pages 26, 28, 29), Sygma (pages 6, 13, 18, 19), Viva (pages 4, 12, 14, 17, 18).

ABONNEMENT SPECIAL-CONGRES

La préparation du congrès de Metz est l'occasion d'une intense discussion qui concerne chaque militant socialiste. Au cours de cette période, il est donc souhaitable que le plus grand nombre d'entre eux puissent avoir en main chaque semaine « l'Unité », qui s'efforce, par ses informations et ses tribunes ouvertes à tous les courants de pensée sans exclusive, d'apporter à chacun tous les éléments nécessaires de réflexion pour un débat dont l'importance et l'enjeu n'échappent à personne.

C'est pourquoi, tout en insistant sur la nécessité, pour nous, de recevoir le maximum d'abonnements d'un an, qui sont indispensables pour assurer la vie du journal, nous offrons la possibilité d'un abonnement exceptionnel de trois mois, dit « spécial-congrès », à 60 francs. Nous demandons particulièrement à tous les responsables fédéraux du Parti, à tous les secrétaires de section de saisir cette occasion pour faire abonner le plus grand nombre possible de militants autour d'eux. Les réunions de reprise de cartes qui se déroulent en cette période doivent, en particulier, permettre d'encourager les militants à s'abonner au journal du Parti. Contribuer au développement des moyens d'expression de celui-ci fait partie de l'engagement de chacun.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐
- abonnement « spécial-congrès » de trois mois (60 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Archives du Parti socialiste

POUR UN NOUVEAU PLAN ACIER

par Pierre Bérégovoy

Il faut aller à Longwy et à Valenciennes pour mesurer l'inquiétude des populations touchées par la crise de la sidérurgie. Le plan de restructuration d'Usinor et de Sacilor, approuvé par le gouvernement, condamne des villes entières, voire des régions, à un déclin inexorable.

Mais derrière l'inquiétude, la révolte gronde. Quand des dizaines de milliers de familles voient subitement leur avenir bouché, l'angoisse du lendemain chez ceux qui considèrent qu'ils n'ont plus rien à perdre, se transforme vite en colère. Les actions engagées à Longwy et Denain en témoignent. Elles ne sont pas le reflet d'actes purement individuels, très minoritaires ; elles expriment, mieux qu'on ne le croit, une volonté collective, le « ras-le-bol » profond de travailleurs bien décidés à ne pas se laisser berner par de vagues promesses.

C'est au nom de l'assainissement financier et du réalisme économique que le gouvernement couvre les licenciements décidés par les nouveaux maîtres des forges. Le même réalisme faisait dire à Jacques Ferry, voici quelques années, que la sidérurgie était le « far-west » de notre industrie. A l'époque il est vrai, le patron des patrons de la sidérurgie, demandait à l'Etat des crédits à bon compte pour la modernisation à marche forcée des hauts fourneaux et des aciéries.

Cette politique, loin d'être réaliste, a été et demeure l'exemple de l'absurdité économique. L'Etat, pendant des années, a laissé croire qu'il était en mesure, avec l'argent des contribuables, d'entretenir et de développer notre sidérurgie. En réalité, en l'absence de tout contrôle, il a laissé faire une politique qui a mené à la faillite financière pour capituler finalement devant les exigences des groupes et accepter une restructuration qui prévoit le démantèlement d'unités entières et doit conduire à près de 30 000 licenciements sur deux années : 1979 et 1980. Ainsi que l'a fait justement remarquer Jacques Chérèque, « on liquide aujourd'hui ce qui n'est pas rentable sans traiter en profondeur les vices de cette industrie. Au bout du compte, on se retrouvera dans cinq ans avec une sidérurgie encore plus vulnérable que maintenant. »

Là est le cœur du problème. La France peut-elle se passer d'une sidérurgie puissante aux productions diversifiées ? Et c'est sur cette question que le gouvernement refuse de faire la pleine lumière.

Mardi dernier, le ministre du Travail, sous la pression des travailleurs, a été obligé de lâcher un peu de lest devant les syndicats qui présentent un front commun. Mais il s'agit seulement de dispositions sociales destinées à remédier aux conséquences des suppressions d'emplois, notamment par l'abaissement de l'âge de la préretraite et le versement de primes de départ volontaire. C'est d'ailleurs quelque chose de très limité puisque l'on ne parle pas des 35 heures ni de la 5e équipe dont l'application conjuguée entrainerait la création d'environ 15 000 emplois suivant une première estimation. En outre, cela ne répond nullement à la question posée par les syndicats : quand discute-t-on du volet industriel de la crise ? Sans doute a-t-on promis que André Giraud recevrait les syndicats, mais que pourra dire un ministre qui affirmait, voici quinze jours, qu'il n'était pas possible de revenir sur le « plan acier » établi par les groupes sidérurgistes. En fait, si le gouvernement tente d'amortir les dégâts sociaux, il ne se préoccupe pas de les éviter.

On peut penser que le Pouvoir essaie de gagner du temps en tablant sur le découragement des travailleurs. Une telle attitude est bien dans la logique de Giscard d'Estaing qui accepte la crise économique comme une nécessité et se révèle incapable d'offrir un grand dessein au pays. Les socialistes n'entendent pas laisser faire. Leurs militants et leurs élus sont mobilisés pour appuyer l'action des sidérurgistes et de leurs syndicats. Ils soutiendront la grève nationale du 16 février organisée par l'ensemble des fédérations syndicales de la sidérurgie.

Parti d'opposition, le Parti socialiste formulera aussi des propositions nouvelles complétant le plan « sidérurgie » qu'il avait présenté lors des dernières élections. Ces propositions seront élaborées par la Conférence nationale de travail qui réunira samedi prochain les G.s.e., les commissions d'études, les fédérations et les élus des régions concernées. Elles seront ensuite soumises au Bureau exécutif.

En ce domaine comme en d'autres, les socialistes entendent innover. Ils refusent la fatalité de la crise et veulent offrir à la sidérurgie française une ambition pour 1985. Qui peut accepter,

Longwy : toute une ville qui dit non...

Le S.o.s. scintillant sur la nuit du crassier d'Usinor. Des familles groupées tous les soirs, à sept heures, autour des transistors, à l'écoute d'une émission pirate : « Radio-Longwy-S.o.s.-emploi vous dit bonsoir » et des enfants qui jouent à la grève dans une cour d'école. C'est cela, Longwy aujourd'hui

De notre envoyée spéciale

DEPUIS l'annonce de 6 500 licenciements dans le bassin sidérurgique, le 12 décembre, Longwy devient, au jour le jour, un symbole : une population luttant, toutes catégories sociales confondues, pour refuser l'inacceptable, la mort d'une ville.

Car si toute la Lorraine est touchée par la crise, à Longwy la situation est particulièrement grave. Longwy et son bassin, c'est un pays forgé autour de ses forges. Seule et unique activité : la sidérurgie. Trois usines : Usinor, la Chiers et Cokeril, employant la majorité des 37 000 actifs, 3 000 chômeurs aujourd'hui. La Chiers employait 3 800 personnes il y a deux ans. Il en reste 1 800 aujourd'hui. Il n'en restera aucun au mois d'août, l'usine sera fermée. Usinor ne fermera pas complètement : simplement ses effectifs passeront, d'ici à deux mois, de 7 700 à 3 700 salariés. Les sous-traitants, évidemment, seront tous touchés. Bilan de l'opération, chiffré par l'Intersyndicale regroupant la C.g.t., la C.f.d.t., F.o., la C.g.c. et la C.f.t.c. : Longwy va se retrouver avec 20 000 actifs... et 20 000 chômeurs. Ce qui était la fierté des habitants — être métallo de père en fils, — est aujourd'hui le principal sujet d'inquiétude. Alors, groupé autour de son crassier, Longwy dit non.

Le crassier, colline de déchets d'acier de 120 mètres de haut, vieille d'une centaine d'années, est « occupé ». Depuis le 9 décembre des militants de la C.f.d.t. campent en permanence au bas de ses pentes couvertes de neige gelée. La colline est désormais ponctuée de trois immenses lettres lumineuses : S.o.s. Les gardiens du crassier, installés dans une roulotte, reçoivent de nombreuses visites : au moment de Noël, ils en avaient déjà compté plus de 2 000. Car, pour les gens du pays, le crassier est devenu un symbole. Un « militant qui en a ras-le-bol de bouffer des promesses », a même écrit un hymne en son honneur que l'on trouve affiché dans les permanences



en effet, de voir sacrifier un secteur de base sur lequel doit s'appuyer une nouvelle politique industrielle permettant à la France de faire face à la dure compétition internationale ?

Les socialistes abordent ce problème les yeux ouverts. Ils savent que les technologies évoluent, qu'une nouvelle division internationale peut modifier tel ou tel aspect du marché mondial. Mais ils observent que la production d'acier à l'échelle du globe a repris une marche ascendante : 712 millions de tonnes en 1978 contre 672 en 1977. Ils savent aussi que la France a une consommation d'acier par habitant nettement plus faible que ses principaux partenaires commerciaux au sein du Marché commun, ce qui est bien le signe de nos insuffisances dans le secteur des industries situées en aval de la sidérurgie. Ils savent enfin que le facteur humain doit prendre le pas sur de strictes considérations financières qui ne font jamais entrer en compte le coût social du chômage ni le coût économique du sous-emploi des hommes. Le réalisme commande de ne pas perdre de vue toutes ces réalités.



syndicales : « Crassier, image de l'acier, tombeau de la sidérurgie, image du passé, montagne de la survie... Crassier, tu es mon père, mon grand-père, tu auras ma peau et mes os... Crassier, tu es bien plus que ton nom, tu es ma vie, Himalaya de mon combat... » Un prêtre-ouvrier l'a dit, le soir de Noël, au micro de radio-S.o.s.-emploi : « Ce soir on devrait fêter Noël non dans les églises, mais au pied du crassier. »

Ce lundi 5 février, c'est la 50e émission de Radio S.o.s.-emploi. Indicatif : la sirène d'Usinor. Animateurs, Félix et ses copains, une dizaine de militants C.f.d.t., qui assurent, après leurs heures de travail, une trentaine de minutes d'émission tous les soirs. A Longwy les ventes de transistors à modulation de fréquence ont augmenté... Car outre les nouvelles du jour concernant la lutte, la radio pirate annonce les expositions locales, interroge associations professionnelles ou culturelles, mêle tribunes libres et reportages. Ce soir, en outre, on inaugure un jeu : trouvez le mot de passe — devinez, c'est S.o.s. — et vous gagnez un autocollant S.o.s.-emploi évidemment. Au local syndical, Félix répond aux auditeurs qui téléphonent et qui expliquent entre autres que dans leur quartier on ne capte pas

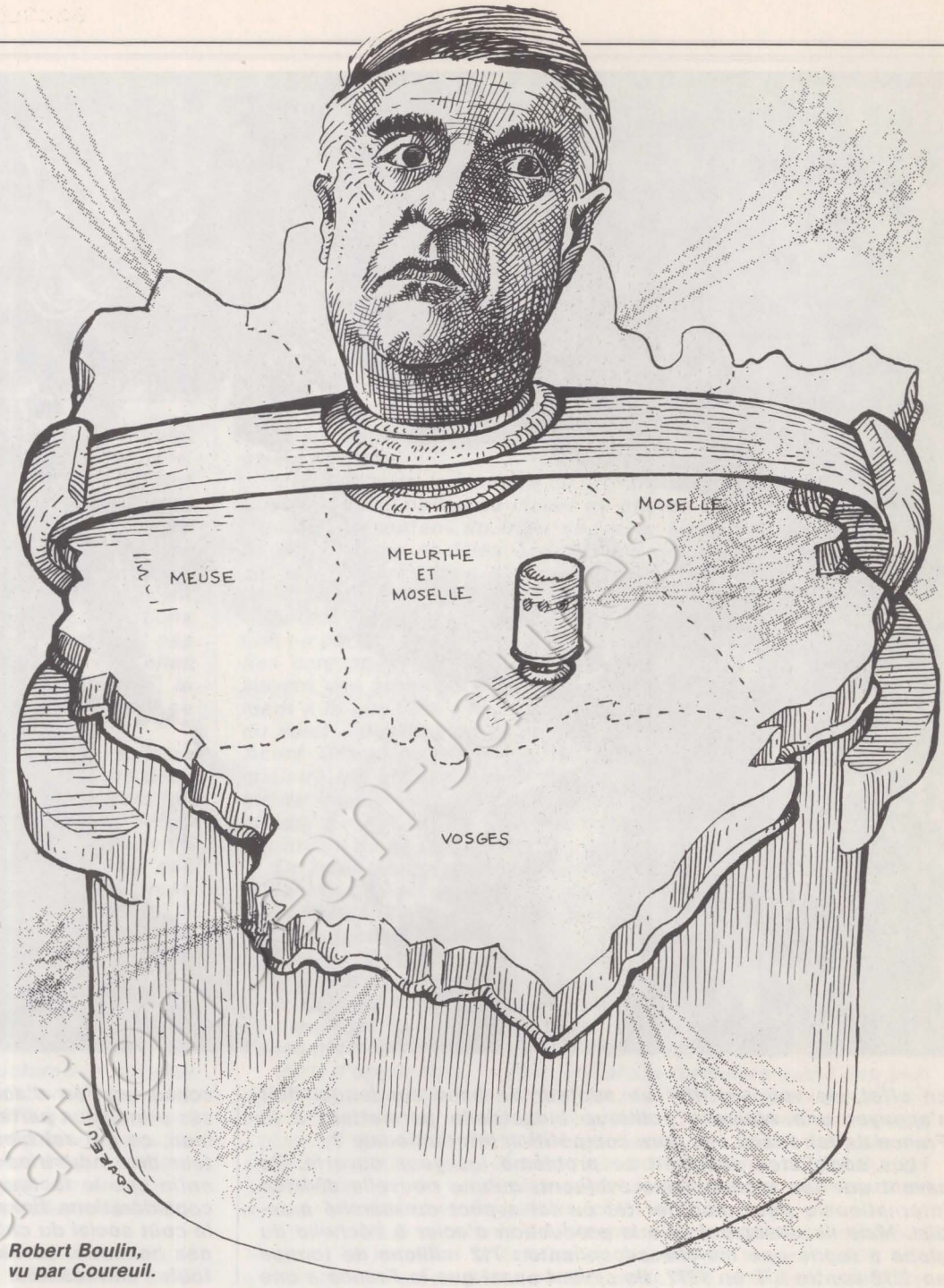
très bien l'émission. « Ne vous en faites pas, ça va s'arranger », rigole Félix avant d'entamer avec ses camarades une conversation technique sur les nouveaux émetteurs à installer.

Dans la ville les murs ont la parole. Dès la gare de Longuyon, à quelques kilomètres de là, à l'entrée du bassin, les inscriptions commencent : « S.o.s. Longwy, S.o.s. emploi, Paris, tu dois savoir... » Une grande banderole rouge orne le fronton de la gare de Longwy : « Les travailleurs ont l'honneur de vous faire part de leur détermination à lutter, pour vivre, travailler décider à Longwy ». La façade de l'hôtel de ville porte une pancarte proclamant que la municipalité de l'union de la gauche est « aux côtés des travailleurs en lutte. » Juste à côté, sur l'immeuble de l'Union métallurgique longovicienne (le patronat local) on peut lire : « U.m.l. = usines, machines, licenciements. » Les commerçants, eux aussi concernés, ne sont pas en reste. Rares sont les boutiques qui n'affichent pas un faire-part de deuil : « Les commerçants de Longwy ont la douleur de vous annoncer leur disparition prochaine, si l'emploi n'est pas sauvé ».

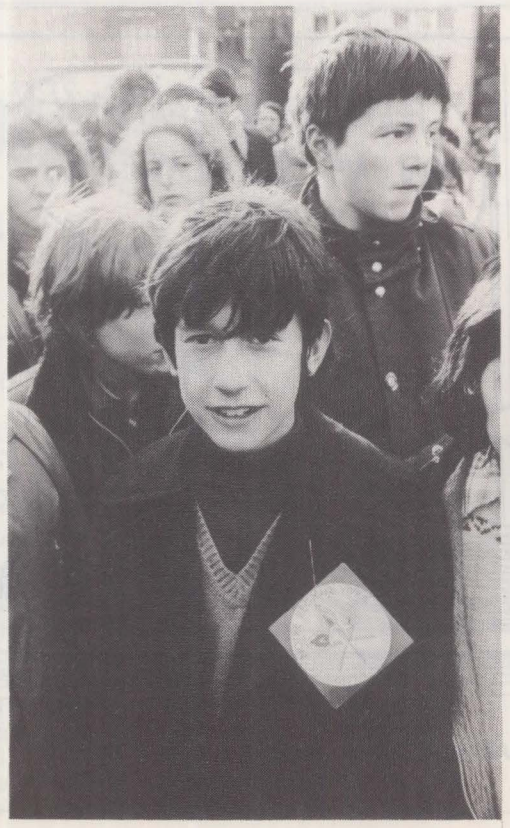
Le coup de main des gendarmes

Une solidarité totale de la ville, donc. Qui ménage parfois quelques surprises. C'est ainsi que des ouvriers construisant un barrage près de la frontière, se sont vu donner des conseils pratiques... par les gendarmes chargés de les surveiller. C'est ainsi que le patron d'une petite entreprise locale qui, voilà un an, licenciait dix de ses salariés coupables d'avoir monté une section syndicale, offre aujourd'hui un groupe électrogène aux gardiens du crassier. C'est ainsi que des médecins R.p.r. se retrouvent en train de dénoncer la recrudescence de maladies nerveuses dues au chômage imminent. Le docteur Deligre, médecin du travail à la Chiers de Longwy, candidat R.p.r. aux législatives, a publiquement évoqué « l'angoisse du lendemain » qui « provoque dans de nombreux cas une fatigue générale, puis des troubles psychologiques qui se traduisent par des douleurs dans la région du cœur, des variations de la tension ou des troubles gastriques. Des allergies apparaissent depuis l'annonce des restructurations dans la sidérurgie, notamment de l'eczéma ». Ce médecin a décidé d'expliquer cela à la suite de la tentative de suicide d'un chaudronnier de 36 ans, récemment licencié. Et la Confédération des syndicats médicaux français vient de faire savoir qu'elle approuvait « la solidarité effective marquée par les praticiens de Longwy avec la population affectée de plein fouet par les licenciements. »

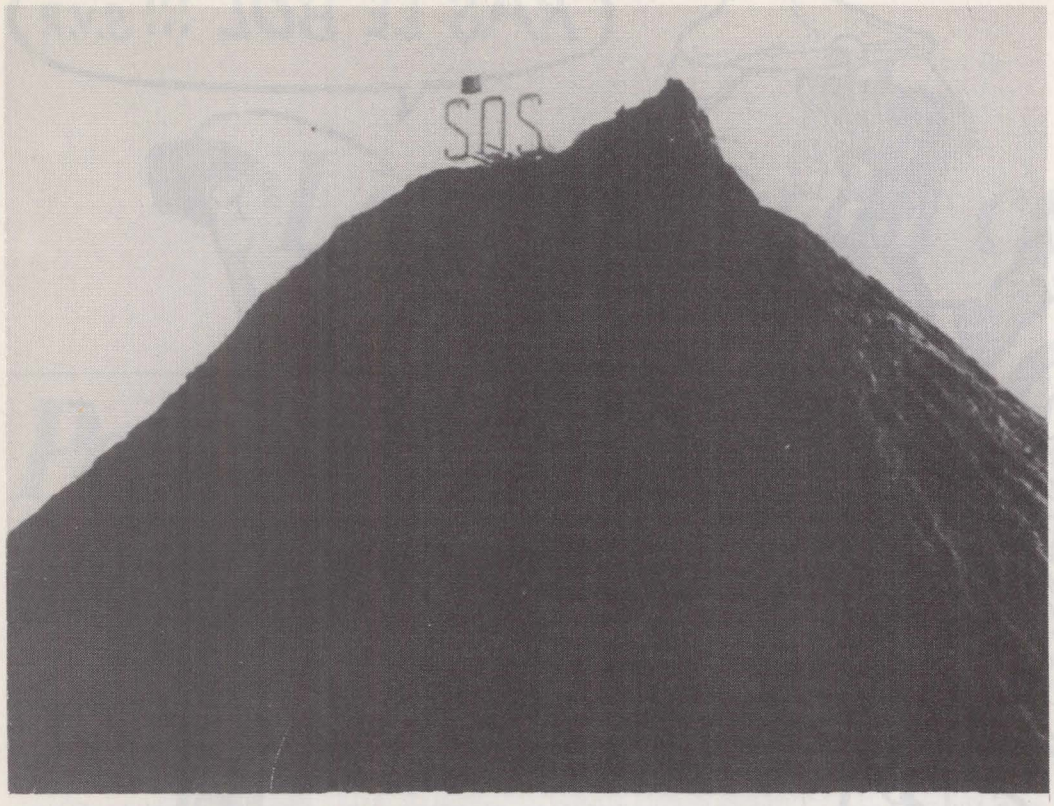
Dans toutes les couches de la population, le même sentiment domine : un sentiment d'abandon, doublé de l'impression d'avoir été trompé. On se souvient en particulier avec amertume d'une déclaration de Valéry Giscard d'Estaing en novembre 1976 à Metz : « La Lorraine ne doit pas se sentir abandonnée, l'Etat lui apportera tous les concours utiles. » Les Lorrains ont vu. Et la dernière entrevue du ministre du Travail avec les fédérations de la métallurgie les a convaincus de ce qu'ils savaient déjà : « Il n'y a rien à attendre du gouvernement. Car si Robert Boulin, qui semblait découvrir brusquement les vertus du syndicalisme, afin d'endiguer la montée de la colère, veut une « concertation », il n'envisage pas



Robert Boulin, vu par Coureuil.









une remise en cause des licenciements. » « C'est ce qui m'effraie, confie Michel Lefort, secrétaire fédéral du P.s. pour le nord de la Meurthe-et-Moselle, on ne voit pas le plus petit bout de phrase permettant de supposer que le Pouvoir aurait l'intention de revenir en arrière. Si rien ne se passe, je crois que le climat peut devenir violent. »

Des affrontements durs, il y en a déjà eus à Longwy. La quasi-totalité des manifestations s'y est déroulée dans le calme. Des formes d'action originales ont été adoptées, au jour le jour, par l'intersyndicale : blocage des voies ferrées, occupation des locaux de la trésorerie principale de Longwy, refus du minerai étranger, dont les wagons sont déchargés sur le balast des petites gares autour de la ville. Les syndicats conseillent également aux particuliers de retirer leur argent des banques nationalisées qui soutiennent la sidérurgie, et ils étudient une éventuelle grève des impôts. Mais il arrive aussi que la colère explose. Cela a été le cas la semaine dernière. Des ouvriers avaient retenu un directeur de la Chiers dans son bureau pour lui demander des explications. La police locale a reçu l'ordre d'intervenir pour le « délivrer ». Le lendemain, à l'issue d'une manifestation de protestation, les syndicats qui donnaient l'ordre de dislocation se sont faits huer, et plusieurs centaines de manifestants ont attaqué le commissariat de police à coup de boules de neige... légèrement lestées de boulons. Des incidents pourraient se renouveler si rien ne vient apaiser l'inquiétude de Longwy.

Convaincus d'avoir été joués

Pour le moment on y prépare activement la journée nationale d'action de la sidérurgie du 16 février. Le P.s., constitué exclusivement de travailleurs, est évidemment partie prenante de la lutte à travers les organisations syndicales. On maintient le contact avec les sidérurgistes des pays voisins, à travers le Comité de lutte des trois frontières. Et, lassé des promesses jamais suivies d'effets, on se prépare aussi à « tenir ». « Je suis convaincu, dit Gérard de Kanel, militant C.f.d.t., que la bagarre sera longue. » En écho, Michel Olmi, secrétaire de l'Union locale C.g.t. : « Une telle mobilisation n'est pas prête de se relâcher. » Tabler sur un désespoir démobilisateur serait une erreur.

Le préfet de Lorraine, Jean Brenas, déclarait la semaine passée que la paix sociale reviendrait « quand les travailleurs seront persuadés qu'ils ne sont pas abandonnés. » Eh bien, justement, jeunes ou vieux, ouvriers ou cadres, ils sont tous persuadés du contraire. Convaincus d'avoir été joués : il y a trois mois, Usinor, tout en préparant son plan de « restructuration », vendait encore « ses » maisons de la cité ouvrière à ceux qu'elle s'apprêtait à licencier...

MICHELE KESPI

PAR PIEM



Le maître de Forges

AU milieu des rhododendrons et des mimosas, dans sa luxueuse propriété de la côte d'Azur, mollement allongé sur le bord de sa piscine en marbre, un verre de whisky vingt ans d'âge à la main, le maître de Forges regardait s'écouler le temps.

Il avait fait faillite avec brio, conduisant la sidérurgie lorraine à la ruine et il profitait aujourd'hui des justes bienfaits de son incompétence. A côté de lui reposait sur un plateau d'argent le chèque de vingt milliards de francs que venait de lui remettre la communauté nationale et qui lui assurait pour un temps une confortable aisance.

Le maître de Forges en bâillait de plaisir. Il avait su accumuler des bénéfices scandaleux avec le soutien du pouvoir, il avait su échapper à la tentation d'investir, il avait intelligemment laissé pérécliter l'industrie et il recevait aujourd'hui sa récompense.

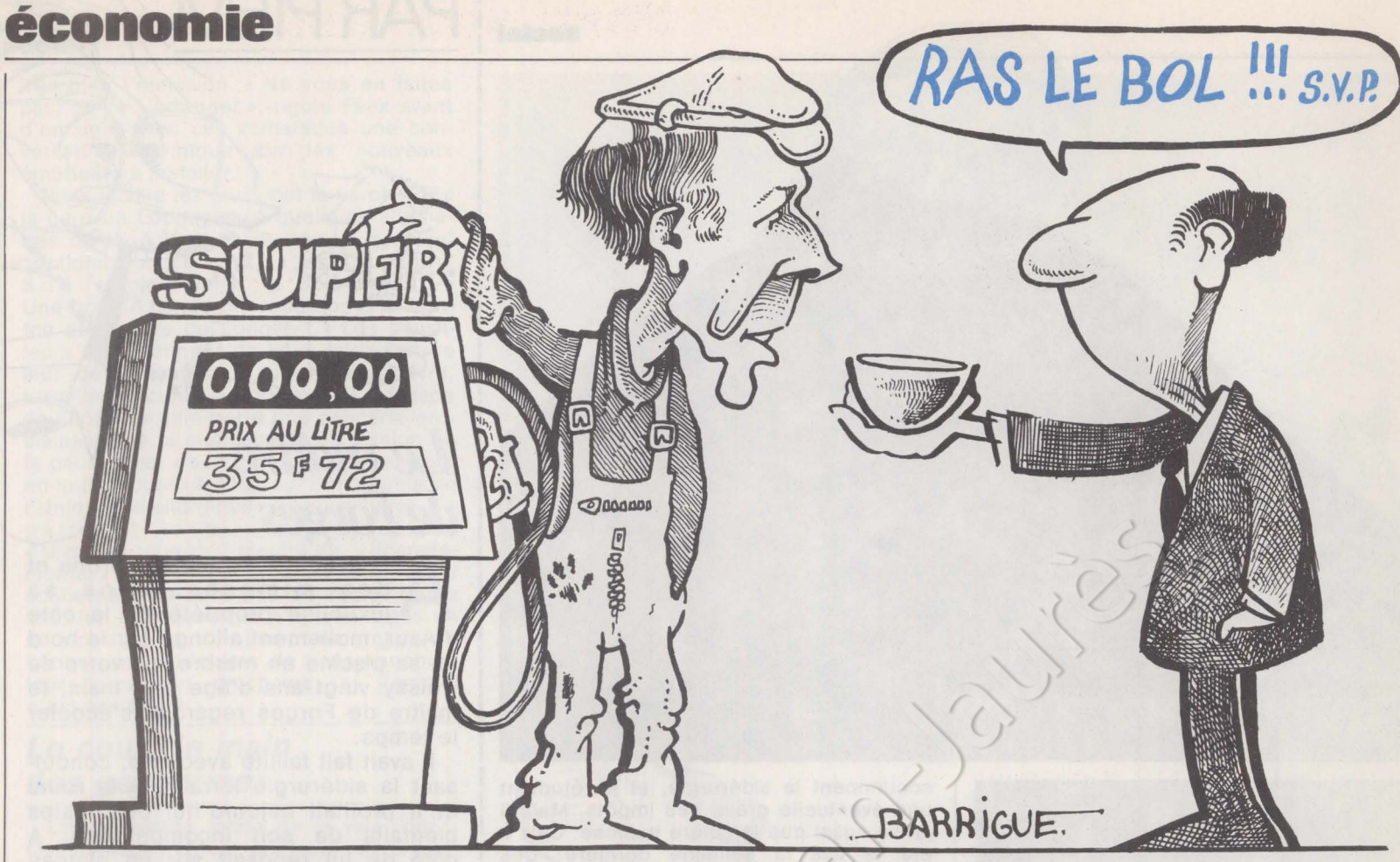
Ne croyez pas qu'il soit resté insensible aux problèmes posés par son incurie. Il avait fait pour l'emploi beaucoup plus que vous et moi, engageant à son service un chauffeur de maître (de forges), un laquais, un valet, un premier jardinier suivi de quelques autres, une gouvernante, une femme de chambre, un maître-queu et un homme à rien faire qui lui ressemblait comme un frère.

Son compte en Suisse était rondouillard et quelques tableaux de maîtres dormaient dans ses coffres.

C'était un incapable heureux, une jeune femme belle comme le grand soir reposait à ses côtés sur un matelas de billets de banque.

Parfois les rumeurs de Lorraine venaient balancer les magnolias qui l'entouraient portant sur leurs ailes quelques chômeurs qui s'en allaient picorer les miettes du gâteux. L'homme les éloignait d'un revers de main, laissant aux C.r.s. le soin de faire le reste.

De temps en temps résonnaient au loin, venant du Cameroun, quelques coups de feu d'un nouveau safari giscardien. Ici la quiétude recouvrait l'inquiétude, le maître de Forges parcourut d'un œil satisfait les biens mal acquis qui l'entouraient. Il émit un rot sonore puis s'endormit.



Prix de l'essence: le chantage des "pétroliers"

UNE fois de plus le pétrole fait problème. Utilisant comme prétexte la fermeture des puits iraniens, les compagnies viennent de « réclamer » la liberté des prix. Une fois de plus on va expliquer aux Français que « c'est la faute des autres », de l'Opep, de l'Iran, du dollar. Une fois de plus on leur affirmera qu'en prévision d'événements futurs de nouveaux choix ont été faits, que des mesures ont été prises afin d'éviter les à-coups, la pénurie ou de limiter l'impact de hausses trop fortes. On leur parlera d'économie d'énergie — que l'on ne réalise pas là où elles pourraient être sérieuses —, de l'utilisation des « cagnottes », de la diversification des approvisionnements, des efforts imposés aux compagnies. On accélère le programme nucléaire qui s'était ralenti.

A vrai dire les Français ne doivent pas avoir de chance. Lorsque le prix du brut augmente, le prix des produits dérivés aussi. Normal, le « marché » l'impose. Lorsque le dollar baisse — les achats de brut sont pour l'essentiel libellés en dollar — le prix des produits dérivés augmente encore. Là, on comprend moins. Et lorsque rien ne bouge, ni le dollar ni le prix du brut, le prix des produits dérivés augmente toujours. A croire qu'il n'y a aucun rapport entre le prix du brut et celui du super par exemple. A moins que le gouvernement organise la « malchance » des Français. Quitte, parfois, à faire un geste !

Cette fois-ci les événements d'Iran sont venus bouleverser un fragile équilibre. Si la France n'est que peu touchée, 9 % seulement de ses achats y étaient effectués, il n'en est pas de même pour les compagnies. Car les autres pays producteurs se sont refusés à faire le moindre effort pour compenser la défection iranienne. Résultat : le manque — tout relatif à cause des stocks — de pétrole a créé une « tension » sur les prix. Fin janvier, la hausse mesurée sur un stock de brut mis aux enchères a été de 28 %.

D'un même élan, les compagnies pétrolières — les Sept sœurs et leurs petites cousines — ont averti Etats et consommateurs : si la situation iranienne ne se calme pas il y aura des « trous » dans l'approvisionnement et, surtout, il va falloir revoir les prix. Pour la France, par exemple, la différence entre le prix « intérieur » et ceux de Rotterdam est aujourd'hui de l'ordre de 500 F la tonne pour le fuel. Les compagnies en ont donc profité pour réclamer la liberté des prix. On égalise toujours par le haut, même si ce haut est conjoncturel.

Le gouvernement avait à répondre à plusieurs questions : tout d'abord faut-il — et comment ? — modifier la structure de nos approvisionnements ? Question difficile car si la volonté est en ce domaine nécessaire, elle ne suffit pas. Il faut du temps, de l'argent, de la diplomatie.

Puis doit-on augmenter les prix ? Aligner les prix français sur ceux de Rotterdam, accepter les « revendications » des pétroliers était gênant.

En effet, les répercussions de la hausse décidée par l'Opep le 1er janvier, le recul du dollar par rapport au franc et la revalorisation de la marge des distributeurs aboutissent à une augmentation de 10 F par tonne de brut. Ce qui est acceptable pour l'indice des prix 1979. Mais « libérer les prix », les aligner sur la spéculation actuelle conduirait à une hausse de 20 %. Non pas du prix du brut, mais des produits dérivés. Ce qui produirait quelque bruit.

De plus, accepter l'alignement sur les prix « libres » actuels a d'autres inconvénients. C'est, implicitement, admettre que pour assez longtemps le pétrole iranien ne coulera plus. Ce qui est loin d'être évident, à moins que ce pays ne s'enfonce dans une anarchie durable.

En revanche les tensions sur les prix s'expliquent. D'une part les pays producteurs veulent utiliser un rapport de forces favorable. Pour la première fois depuis le début de la crise ils ont trouvé là, avec une pénurie très relative, un moyen de pression leur permettant d'envisager de nouvelles hausses.

Mais, surtout, les grandes compagnies ont vu, en France et à l'étranger, un moyen d'augmenter leurs profits, qui déjà sont confortables, en réclamant là où les prix ne sont pas libres des augmentations substantielles. S'appuyant sur une pénurie éventuelle, jouant sur les stocks, insistant sur les pertes mesurées en un point de la chaîne de fabrication — le raffinage par exemple —, les pétroliers ont tenté d'obtenir le plus possible. Prudent, le gouvernement a reculé. Pour l'instant le prix de l'essence ne bougera pas. Quant au fuel, on verra dans quelques jours. Pour les pétroliers ça n'est que partie remise.

Fondation Jean-Jaurès

La tribune du congrès

Persiste et signe

BEAUCOUP de nos camarades ne comprennent pas pourquoi des femmes du parti (rejointes par des hommes), s'obstinent à vouloir déposer une motion au Congrès de Metz. Pour eux, le problème des femmes (leur place dans la société et le Parti) relève d'une simple contribution puisqu'il n'intéresse qu'un chapitre de leur programme.

Qu'est-ce donc qu'une motion ? C'est ce qui définit la ligne du Parti pour les deux années à venir : son analyse de la société française et de la situation mondiale et l'orientation générale de son action (alliance pour amener le Parti aux responsabilités gouvernementales ; programme des mesures devant déclencher le processus de rupture avec le capitalisme). Les débats actuels dans le Parti portent, en effet, sur ces deux grands thèmes.

Or que disions-nous dans notre contribution (que nous avons voulue courte et écrite dans un langage simple, par respect pour les militants), publiée dans « le Poing et la Rose » page 86 sous le titre « Des femmes ont décidé de s'exprimer » ?

Nous disions :

1°) qu'un parti qui a choisi de venir au pouvoir par le suffrage universel, pour y représenter les forces sociales en lutte pour le changement, doit s'interroger sur la façon dont la droite retient les femmes dans son camp.

Sans le vote des femmes, François Mitterrand aurait battu de Gaulle en 1965, Giscard en 1974 et nous aurions gagné les législatives en mars dernier.

Cela ne mérite-t-il pas un instant de réflexion ?

Pourtant surexploitées (73 % des smicards sont des femmes), les femmes participent peu aux luttes sociales et les syndicats savent combien il est difficile de mobiliser celles qui, aujourd'hui, représentent près de 40 % des travailleurs.

S'interroger sur la façon dont la droite maintient les femmes dans son camp et dont le capitalisme les surexploite impunément, c'est nous obliger à approfondir notre analyse, à revoir notre discours politique et nos pratiques militantes si nous voulons échapper à la « fatalité » de l'échec.

2°) Nous disions aussi qu'il ne pourra y avoir de rupture avec le capitalisme si nous ne nous battons pas sur le front de l'oppression des femmes.

OUI, LES NATIONALISATIONS SONT NECESSAIRES !

Mais si c'est un socialisme autogestionnaire que nous voulons construire, il nous faut, en plus, lutter contre toutes les formes d'oppression et de pouvoir : et cela passe par une remise en cause des modèles hiérarchiques et autoritaires qui prennent leurs racines dans le modèle familial (relisez Marx, camarades !).

Mais si nous voulons mettre en œuvre des mesures qui amènent de véritables changements, encore faut-il que la société française soit en état de les accepter. Sinon nous bloquerons sur ces fameuses contraintes que nous aura léguées la droite.

Cela passe par une longue lutte politique et idéologique sur : quel type de croissance ? quel modèle de consommation ? quel partage du travail ? quel partage du revenu et de la fortune ? Et cela ne pourra se faire sans une large mobilisation des femmes.

Si donc nous voulons échapper au socialisme centralisé et bureaucratique comme à l'impuissance social-démocrate, nous sommes contraints de poser le problème de la place des femmes dans la société.

Parler de la rupture, de la crise, de l'Europe, de nos relations avec le P.c., sans approfondir notre analyse, c'est se payer de mots, c'est vouloir poser le toit d'une maison sans murs et sans fondations.

Nous pensons que, dès aujourd'hui, le Parti socialiste doit compléter son analyse, repenser sa stratégie et son mode de fonctionnement. C'est le préalable nécessaire à la victoire des forces de gauche.

Et c'est pour cela que nous déposons une motion d'orientation politique. Nous ne voulons pas troubler par là le jeu difficile des rapports entre les autres courants. Ce n'est pas notre but : notre ambition est tout autre. Nous ne recherchons la synthèse avec personne, sinon avec tous. Le premier acte collectif des femmes dans le parti ne se traduira pas par des manœuvres de congrès.

Andrée CABADA
Claude GEX
Jeanne GRIMAUD
Edith LHUILIER
Mireille SEGRETAIN-MAUREL

Parler clair

A la veille du Comité directeur du 11 février qui enregistrera les motions en présence et constatera s'il y a ou non possibilité de synthèse avant le Congrès de Metz, les appels à l'unité se multiplient dans nos rangs.

En fait l'unité du Parti n'est pas en cause. Seulement nous avons intérêt à ce que nos prochaines assises définissent clairement la ligne que nous entendons suivre dans les prochaines années.

Si une telle clarification est nécessaire, c'est que les déclarations contradictoires ont abondé depuis le 19 mars.

Il ne suffit pas de se réclamer de la ligne d'Epinay qui a fixé depuis sept ans notre pratique du Parti et de l'union de la gauche. Encore faut-il ne pas ruser avec les faits.

Les perspectives vont se simplifier au fur et à mesure que la date du Congrès se rapprochera.

François Mitterrand fait connaître le texte de sa motion dont les grandes lignes sont préfigurées par la déclaration du 8 juillet qui a reçu l'approbation de la totalité du Comité Directeur, et par ce qu'il a exprimé le 25 novembre devant la Convention nationale. Cette motion s'adressera à tous sans exclusive.

La synthèse sera possible à partir de ce texte, à condition de renoncer à toute obscurité et à toute équivoque et de décider de travailler ensemble.

Les questions de personnes comme les grandes manœuvres ne nous intéressent pas. François Mitterrand incarne l'unité du Parti. Rassembleur des socialistes et à plusieurs reprises de toute la gauche, il symbolise pour des millions de Français et pour les militants le renouveau du socialisme.

Tous ceux qui réclament la synthèse, parce qu'ils sentent aujourd'hui que telle est la volonté du Parti, doivent s'interroger.

Sont-ils d'accord pour maintenir la stratégie d'union de la gauche en paroles et en actes ? Acceptent-ils la notion de front de classe comme base de notre action et comme outil de transformation ? Acceptent-ils l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange, l'extension du secteur public par les nationalisations, étant entendu que la propriété du capital fonde le pouvoir ? Décentralisation, autogestion, droit à la différence, défense de la nature, complètent, enrichissent et expriment pleinement ces premières propositions.

Ouvrons-nous là un débat théologique ? Nous pensons au contraire qu'il s'agit du fondement et de l'identité du Parti socialiste.

Les socialistes ne sont plus des socialistes s'ils ne commen-

Le projet et les motions

WEEK-END chargé pour le Parti socialiste. En dehors de la conférence de travail sur la sidérurgie qui se tiendra sous la présidence de François Mitterrand (voir en page 4 l'article de Pierre Bérégovoy), deux échéances importantes : samedi, la première session de la Convention sur le projet socialiste qui sera en fait une journée d'information et de réflexion, les choix définitifs devant être faits en octobre ; dimanche le Comité directeur qui a pour tâche d'examiner les possibilités de synthèse entre les différentes contributions pour le Congrès et, dans l'hypothèse négative, enregistrer les motions qui seront soumises au vote des militants.

Sur le projet socialiste, les délégués des Fédérations trouveront sur leurs tables un document de 24 pages qui constitue une première analyse des réponses envoyées par les sections aux 216 questions qui leur avaient été adressées en juillet dernier. Analyse qui est surtout, comme le souligne François Mitterrand, en présentant ce document, « un miroir des interrogations des militants et de leur façon de penser l'avenir du socialisme » (1).

D'abord une donnée statistique. Sur un échantillonnage de 450 sections ayant répondu au questionnaire, c'est sur le chapitre « Travail » que les réponses ont été les plus nombreuses (63 %) puis sur le « temps libre » (53 %). Le « Pouvoir » a intéressé 38 % des sections, la « crise du capitalisme » 37 %, « la France dans le monde » 30 %. En reprenant dans l'ordre chacun de ces cinq chapitres, les questions les plus souvent traitées sont respectivement : Comment le travail est-il vécu ? Qu'est-ce pour vous que le temps libre d'un salarié, d'un travailleur indépendant, d'une mère de famille qui travaille ? Comment accroître la puissance et la capacité d'intervention du P.s. ? Qu'est-ce que la rupture pour vous ? La France doit-elle maintenir en état l'actuelle dissuasion nucléaire ?

Un effort approfondi

A noter encore que si 36 % des sections ayant répondu n'ont traité qu'un seul thème 37 % en ont traité deux ou trois et 24 % quatre ou cinq, ce qui représente un effort approfondi. Enfin, si l'on recherche l'origine géographique des réponses on observe qu'elles viennent pour l'essentiel de Paris et des départements de la région parisienne, de plusieurs départements de l'Ouest, de la région Rhône-Alpes et du département du Nord.

Ces données éclairent un peu mieux la signification des cinq rapports qui seront présentés samedi successivement par Jacques Delors (analyse de la crise), Annette Chepy (le pouvoir), Pierre Joxe (travail et emploi), Michel Rocard (temps libre) et Lionel Jospin (la France dans le monde).

Après la présentation de ces rapports, les délégués des fédérations engageront le débat et présenteront leurs propositions afin de donner les orientations nécessaires à la Commission que préside François Mitterrand et qui est chargée de rédiger l'esquisse du document qui sera ensuite soumis au vote des militants, suivant la procédure la plus démocratique qui ait jamais été utilisée par un parti politique pour élaborer son projet de société.

Cette journée de réflexion pourra paraître à certains obéir à des préoccupations fort éloignées de la préparation du congrès de Metz. Elle sera, en fait, une fort judicieuse introduction au débat du Comité directeur de dimanche sur les motions politiques qui ne sont pas des textes abstraits mais bien l'expression de choix idéologiques, stratégiques, politiques, économiques, etc., visant à donner au parti la capacité de faire prévaloir son projet.

Entre les différentes contributions déposées le 6 janvier et sur lesquelles les militants discutent activement depuis trois semaines, une synthèse est-elle possible au stade actuel ? C'est précisément la question à laquelle doit répondre le Comité directeur. On sera donc fixé dimanche soir. On peut seulement noter avant cette date que si de divers côtés on s'est déclaré en faveur de la synthèse, beaucoup y mettent la condition qu'elle se fasse dans la clarté et non sur des formules ambiguës qui substitueraient des habiletés de rédaction à des choix précis sur des problèmes de fond comme la définition de la rupture avec le capitalisme, la notion de front de classe, la construction européenne, l'union de la gauche, la conception du Parti socialiste lui-même, etc.

Pas de bataille rangée

Par rapport aux textes des contributions déjà connues, un fait nouveau est intervenu dimanche dernier avec la réunion du Cedep autour de Pierre Mauroy, réunion au cours de laquelle s'est dégagée l'idée qu'au cas où la synthèse entre les différentes composantes de la majorité qui a dirigé le Parti jusqu'ici s'avèrerait impossible dimanche, une motion distincte devrait être déposée, indépendante aussi

cent pas par rompre avec la mentalité de leurs adversaires capitalistes. Ainsi la rigueur économique de la gauche n'est pas celle de la droite. Il n'y a pas de prétendue rigueur économique qui puisse nous conduire à liquider les acquis du programme socialiste de 1972, du Programme commun de gouvernement et des propositions d'actualisation présentées par le Parti socialiste en 1977, ni du Plan socialiste pour l'emploi publié par François Mitterrand à Neuves-Maisons à l'automne dernier.

L'action du Parti socialiste en 1979 ne se détache pas à partir d'une table rase. Elle est héritée de l'histoire du mouvement ouvrier et de ce que nous avons réussi ensemble depuis sept ans. Notre discours ne peut se confondre avec celui du réformisme. Nous avons le devoir et l'obligation de dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme telle qu'elle se déroule dans notre pays en 1979.

Enfin, la synthèse exige que ceux qui la réclament et qui ont été associés à la direction du Parti depuis le Congrès de Nantes rendent compte de leur mandat solidairement. S'il y a eu des insuffisances et des manquements, qu'ils commencent par s'en prendre à eux-mêmes, mais plus encore qu'ils se mettent d'accord pour l'avenir sur la pratique et sur la gestion.

Le Congrès de Metz doit permettre au Parti socialiste d'agir avec discipline et cohésion, sur une base politique claire et dans une perspective historique.

LOUIS MERMAZ

Un grain de sable

CE texte n'apportera peut-être pas grand-chose de nouveau dans le débat actuel au sein du Parti. Mais il reste que nous rejoignons ceux des militants qui s'inquiètent « de la déperdition d'énergie qui résulte des discussions internes » (Claude Estier dans « l'Unité » n° 323).

Nous militons dans une région dont on parle peu, le Sud-Avesnois ; pourtant, dans la région du Nord, nous sommes à la



bien de celle de François Mitterrand que de Michel Rocard. C'est l'idée même qu'André Labarrère, qui présidait cette réunion du Cedep, a exprimée dans une interview au « Matin » en affirmant : « Il est indispensable que Pierre Mauroy coure sous ses propres couleurs ».

Interrogé à son tour lundi au micro de « France-inter », Pierre Mauroy tout en soulignant qu'il ne concevait la reconstitution de la majorité qu'autour de François Mitterrand, a précisé ainsi la position prise par ses amis :

« Si la synthèse n'est pas acquise dimanche il faut qu'elle soit possible le soir du congrès. Il ne faut donc pas prendre une position qui en définitive, signifierait pendant deux mois, une bataille rangée à l'intérieur du parti avec comme perspective d'avoir des vainqueurs et des vaincus ».

Personne ne souhaite une bataille rangée. Mais personne non plus ne peut vouloir que le débat engagé, dont Michel Rocard disait samedi qu'il porte sur des sujets « nobles », soit étouffé. C'est ce qu'exprimait de son côté François Mitterrand, répondant lundi soir aux questions des membres de la section d'entreprise Renault à Billancourt : « On ne peut pas avoir demandé un débat pendant des mois et le clore juste quand il va s'ouvrir ».

Une bonne image

Au demeurant, contrairement à certaines rumeurs pessimistes complaisamment répandues par ceux qui rêvent d'un affaiblissement du Parti socialiste, ce débat ne semble pas nuire le moins du monde à son image. On a peu noté que le récent sondage Sofrès-Figaro — qui faisait apparaître une hausse de la cote de Pierre Mauroy en même temps qu'une baisse de celle de Giscard d'Estaing — indiquait une amélioration de cette image qui est depuis longtemps très supérieure à celle de toutes les autres formations politiques, 54 % des Français ont une bonne opinion du P.s., contre 53 % le mois précédent et 33 % seulement une mauvaise opinion (alors que tous les autres partis, y compris l'U.d.f., ont un pourcentage de mauvaises opinions plus élevé que de bonnes).

Un autre sondage Sofrès réalisé par un groupe de journaux régionaux et portant plus spécialement sur le P.s. indique que 37 % des Français estiment qu'il a gagné du terrain depuis les législatives de 1978 contre 29 % seulement qui pensent qu'il en a perdu. Dans le même temps, 60 % des Français considèrent le P.s. comme un parti démocratique alors que 13 % seulement sont d'un avis contraire.

Si l'on ajoute à ces données, le succès remporté dimanche à Pavillons-sous-Bois, dans des conditions difficiles, par la socialiste Mireille Rolland, candidate unique de la gauche dès le premier tour, il est permis de penser que le Parti socialiste ne se porte pas aussi mal que certains le prétendent. Sans doute parce que l'opinion comprend mieux qu'on ne le croit que le débat qui se déroule en son sein porte sur des questions sérieuses, qu'il ne met pas en cause son unité ni sa capacité de combat contre le pouvoir en place, que le P.s. demeure donc digne de la confiance que mettent en lui toutes celles et tous ceux qui refusent de désespérer.

ANTOINE VIOLET

(1) « L'Unité » avait déjà dans ses numéros du 17 novembre et du 12 janvier présenté une analyse des réponses sur l'aménagement du temps de travail et sur le temps libre.

pointe du chômage (21 % de la population salariée, plus de 12 % de la population active) ; mais nous n'avons pas de grosses entreprises et l'emploi « s'effiloche » ; les jeunes doivent chercher du travail dans la vallée de la Sambre, ou en Belgique, là où cela ne va guère mieux. Il faut comprendre que pour beaucoup de camarades cette situation paraît plus préoccupante que les problèmes de direction du Parti. Et les discussions, même légitimes et indispensables, orchestrées comme elles le sont par les medias, risque d'être démobilisatrices.

Il nous faut aussi « digérer » mars 78. Nous espérions le pouvoir ; en outre nous avons perdu la circonscription. Il ne vient à l'idée de personne d'accuser François Mitterrand ou Michel Rocard ou qui que ce soit d'autre de cet échec. Il est sain que le Parti réfléchisse encore sur les conditions de la défaite électorale, malgré ses progrès ; il ne l'est pas de donner l'impression que nous surmontons mal de n'avoir pas conquis la majorité. Donnons donc priorité au renforcement du Parti pour éviter le départ de militants justement déçus.

C'est dire que nous souhaitons une synthèse sans exclusive et la plus large possible, et que nous la souhaitons, au moins dans le courant majoritaire que nous avons soutenu avant Pau et avant Nantes, le plus vite possible, avant les compromis d'un congrès.

Nous nous sentons proches des conclusions de Roger Fajardie et nous apprécions la dernière initiative des secrétaires fédéraux du Nord et du Pas-de-Calais.

Nous sentons bien, du fond de notre campagne, qu'au-delà du débat présent se profile « l'horizon 81 ». N'est-il pas un peu tôt pour que le Parti en décide ? Une année de réflexion ne serait-elle pas nécessaire pour déterminer calmement si le Premier secrétaire élu à Metz sera notre candidat ? Pour décider si ce point doit ou non figurer dans le règlement du Parti ? Pour apprécier, compte tenu d'une vie politique qui évolue si vite, quel serait alors le « meilleur ? » Il nous semble plus réaliste de séparer techniquement les problèmes ; printemps 79 : quelle direction pour le Parti et pour quoi faire ? Printemps 80 : quel candidat et quel programme ?

Nous ne sommes pas de ceux qui ont le loisir de rédiger des contributions (ce n'est pas un reproche !) ; nous espérons néanmoins être entendus, même si nous n'apportons qu'un grain de sable dans le ciment de l'indispensable unité.

Y. CASAIL membre de la CE fédérale du Nord, conseiller municipal de FOURMIES, Fr. CASAIL, B. BERTEAUX, J.-P. SALINGUE, J. CAMBIER, Y. LEFEBVRE, M. LECOMTE, militants de la Fédération du Nord.

BERUFSVERBOT: L'ALLEMAGNE RENONCE A L'INQUISITION



Le 28 janvier 1972, le chancelier fédéral Willy Brandt et les chefs de gouvernement des différents Länder de la R.f.a. signaient le « décret sur les extrémistes » connu en France sous le nom de « Berufsverbot » et en Allemagne fédérale sous la dénomination de « Radikalenerlass ». Sept ans plus tard, le 17 janvier dernier, le ministre de l'Intérieur Gerhart Baum constatait à Bonn que le « Radikalenerlass » avait davantage nui à la démocratie qu'il ne l'avait servie, menaçant même de la vider de sa substance. Le même jour, le conseil des ministres adoptait pour le seul domaine de sa compétence, c'est-à-dire pour la Fédération, une nouvelle réglementation qui provoquait les protestations de l'opposition chrétienne-démocrate. Les Länder chrétiens-démocrates continuent d'appliquer à la lettre le décret de 1972 tandis que les Länder à direction social-démocrate se sont donné dès la fin de l'année 1978 des réglementations nettement plus libérales, conformément aux recommandations des organes directeurs des partis S.p.d. et F.d.p. Comment s'explique cette évolution et quelles en sont les limites ?



Débat entre militants S.p.d., à Munich.

La gauche manifesta sa réprobation

En 1972, Willy Brandt croyait prévenir un nouveau débat que la démocratie chrétienne (C.d.u.) menaçait de lancer sur l'opportunité d'une interdiction du nouveau Parti communiste fondé en 1968 en R.f.a., le D.k.p., et prétextait de la nécessité d'harmoniser d'un Land à l'autre les procédures d'accès à la fonction publique. Le « Radikalenerlass » était la réponse du gouvernement fédéral à la réapparition d'un parti communiste en R.f.a., mais c'était aussi sa réponse à « la longue marche à travers les institutions » préconisée par le chef de file du mouvement étudiant de 1968, Rudi Dutschke. Il s'agissait donc de colmater les brèches ouvertes par le mouvement de contestation de la fin des années 60. La volonté du S.p.d. de se démarquer par rapport au D.k.p. s'expliquait également par sa crainte d'être de façon démagogique, assimilé aux communistes par la C.d.u., alors même que Brandt menait avec succès sa politique d'ouverture à l'Est.

L'événement que constituait la signature du « Radikalenerlass » passa inaperçu à l'étranger qui n'en prit vraiment connaissance et n'en mesura la portée que quelques années plus tard, surtout à partir de 1974/75. En R.f.a. même, la gauche manifesta aussitôt sa réprobation, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du parti social-démocrate, et ne cessa de répéter ses avertissements, montrant qu'en donnant un pouvoir exorbitant à l'administration, le « Radikalenerlass » favorisait la mise en place d'un appareil bureaucratique d'inquisition et de contrôle.

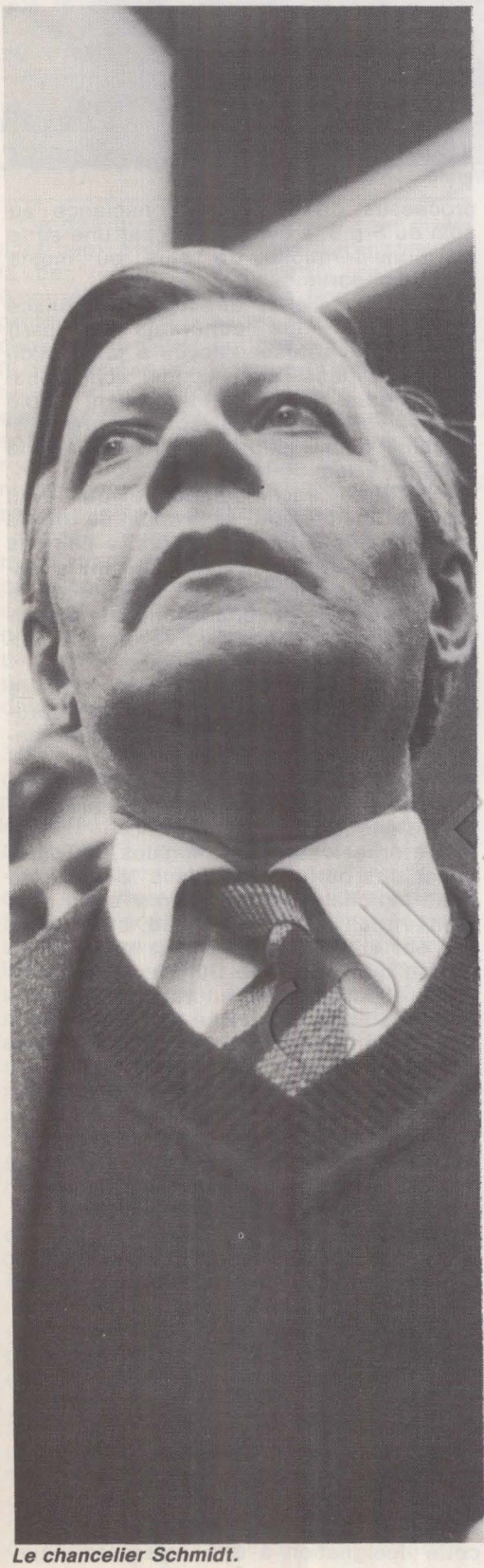
Le « décret sur les extrémistes » n'est pas, en fait, un décret, une loi ou une ordonnance. Il expose, en l'explicitant, le droit existant et se réfère essentiellement à une disposition du statut des fonctionnaires, bien antérieure à 1972, qui fait une obligation aux agents de l'Etat de « s'engager à tout moment en faveur de l'ordre démocratique fondamental ». Mais il a introduit la notion d'« hostilité à la Constitution » qu'on ne trouvait jusqu'alors que dans les rapports des Renseignements généraux de la République fédérale, le « Verfassungsschutz ». Bien que la Loi fondamentale, la Constitution de la R.f.a., ne connaisse que la notion de « contraire à la Constitution », le tribunal constitutionnel a fait, par la suite, de cette notion relevant au départ de la polémique politique une catégorie juridique.

Procédures inquisitoriales

C'est l'introduction de cette notion extensible à souhait qui a permis aux commissions de recrutement des administrations d'instaurer les procédures inquisitoriales qui ont abouti aux « interdictions professionnelles ». Tout candidat à la fonction publique faisait dès lors l'objet d'une vérification de routine auprès du « Verfassungsschutz ». Lorsque celui-ci disposait dans ses archives d'informations susceptibles de faire douter de la fidélité du candidat à la Constitution, il y avait enquête et interrogatoire. Les autorités ont certes fait remarquer que dans la plupart des cas, il n'y avait pas d'enquête spéciale. Mais il y avait, pour tous, contrôle préalable. Alors que la Constitution de la République fédérale présuppose que l'Etat fait confiance à ses citoyens, le « Radikalenerlass » mettait en route le processus inverse : l'Etat en venait à douter par principe de la fidélité à la Constitution des candidats à la fonction publique. Le procédé faisait également apparaître que, pour pouvoir répondre aux demandes d'information formulées par l'administration, le « Verfassungsschutz » pratiquait de façon systématique l'observation et la recherche du renseignement partout où il soupçonnait la présence d'éléments qu'il estime être « hostiles à la Constitution », c'est-à-dire dans les réunions des partis de gauche et d'extrême gauche ainsi que d'extrême droite, dans les universités, etc. Les effets du « Radikalenerlass » ne tardèrent pas à se faire sentir : l'arbitraire des décisions administratives, les injustices



Forces de police face aux jeunes manifestants antinucléaires.



Le chancelier Schmidt.



Opération de contrôle de police, à Bonn.

commises provoquèrent la peur, la résignation et la passivité au sein de la jeune génération. Pour ceux qu'il frappait, c'était l'isolement et la marginalisation ou l'attente de l'issue d'un procès.

En 1976, Brandt déclara qu'il s'était trompé et, à sa suite, de nombreux ministres qui avaient œuvré au plan fédéral ou régional à la mise en place du « Radikalenerlass », procédèrent à la révision de leurs positions antérieures. Un débat s'instaura au sein des deux partis de la coalition gouvernementale, sous la pression en particulier de leurs organisations de jeunesse, les Jeunes démocrates et les Jeunes socialistes qui militaient dans des Comités contre les interdictions professionnelles. La presse libérale, des magazines télévisés répercutèrent ce débat dans l'opinion publique.

Faux-fuyants et arbitraire

Après diverses péripéties, il aboutit à l'élaboration de nouvelles propositions par le S.p.d. et le F.d.p. Celles-ci ont été publiées en décembre 1978 et reprises dans leurs grandes lignes par le gouvernement fédéral et les Länder à direction social-démocrate. Elles prévoient pour l'essentiel que l'Etat part du principe que tout candidat à la fonction publique est fidèle à la Constitution. Concrètement, cela signifie que la procédure de vérification de routine auprès du « Verfassungsschutz » est supprimée, sauf quand les administrations disposent, sans enquête préalable, d'informations précises et concrètes justifiant un pareil recours. Cette nouvelle réglementation est encore à bien des égards contestable, elle est perfectionniste dans le détail, comporte de nombreux faux-fuyants et laisse une part non négligeable à l'arbitraire, mais elle renoue avec l'esprit libéral de la Loi fondamentale.

Les Jusos (jeunesses socialistes) auraient souhaité que tout contrôle préalable soit supprimé et que tout fonctionnaire soit jugé sur ses seuls actes pendant son service. Ils estiment cependant avoir obtenu gain de cause sur des points essentiels et ont déclaré pour le reste qu'ils continueraient d'être vigilants, prêts à tout instant à demander des comptes aux Länder sociaux-démocrates dont la pratique resterait en deçà de la nouvelle réglementation. Cette attitude à la fois favorable et critique des Jeunes socialistes fait apparaître les limites du changement intervenu : il y a amélioration et libéralisation, mais le problème de fond posé par le statut de la fonction publique dans ce pays, avec ses devoirs et ses obligations politiques pour le fonctionnaire, n'en est pas résolu pour autant.

La coalition gouvernementale était d'ailleurs doublement limitée dans son action : elle l'était par l'interprétation que

SEUIL

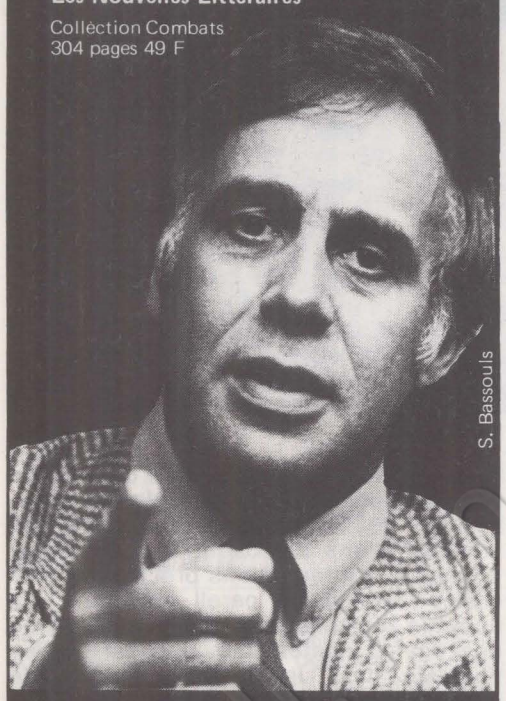
Jean ZIEGLER

Main basse sur l'Afrique

"Une arme sans complaisance pour les militants de demain"
Christian Casteran / Le Matin

"L'étude du phénomène national est un des grands moments de ce livre au même titre que les portraits si attachants de Nasser, Lumumba, N'Kruma qui attestent qu'une cohabitation est possible entre l'analyse critique et la sympathie". **Francis Fonvielle Alquier**
Les Nouvelles Littéraires

Collection Combats
304 pages 49 F


S. Bassouls

par l'auteur de
Une Suisse au-dessus de tout soupçon

79
ABONNEMENT GRATUIT
au bulletin d'informations
des Editions du Seuil
à retourner aux **Editions du Seuil**
27, rue Jacob - 75261 Paris - Cedex 06

NOM .....
ADRESSE .....
| | | | | |
DEPART. CODE POSTAL
PROFESSION .....
Je m'intéresse à :
☐ romans ☐ essais et théorie littéraires
☐ philosophie et sciences humaines
☐ politique, économie ☐ religions ☐ santé
☐ cinéma ☐ architecture ☐ histoire
☐ éducation ☐ sciences ☐ musique


Josef Strauss, l'homme fort de la démocratie-chrétienne.

le tribunal constitutionnel a fournie de ce statut dans un jugement rendu en mai 1975. Elle l'était aussi par le rapport des forces au Parlement : la seule solution durable qui puisse être envisagée dans le cadre constitutionnel, serait la réforme du statut de la fonction publique, mais nul parti n'est aujourd'hui à même de promouvoir une telle réforme. Le « Radikalenerlass » étant essentiellement une pratique, toute mesure visant à limiter sérieusement cette pratique, voire à la supprimer, représente un progrès considérable. Il sera possible de mesurer dans les mois à venir l'étendue exacte de ce progrès : la vérification de routine étant supprimée, il ne devrait plus y avoir, sauf exception, de ces interrogatoires qui rappelaient les mauvais temps de l'inquisition. Ce sont là en tout cas des données qu'il sera possible de vérifier. Le succès dépendra pour beaucoup de la capacité des deux partis au pouvoir à imposer leur point de vue à l'appareil administratif. On peut se demander également s'ils réussiront à créer un mouvement tel que les Länder chrétiens-démocrates ne puissent refuser à leur tour cette libéralisation.

Les raisons de la prise de conscience

Ce changement d'attitude des partis de la coalition sociale-libérale s'explique par une prise de conscience interne et par l'impact des pressions internationales. Le processus de prise de conscience au sein du S.p.d. a été favorisé par une série de considérations de plus ou moins grande importance :

• le S.p.d. était directement menacé depuis que des adhérents du parti s'étaient vu refuser l'accès à la fonction publique dans des Länder chrétiens-démocrates, l'administration allant même jusqu'à se référer à son propre programme pour justifier son refus dans le cas d'E. Vögel de Munich ;

• le Parti social-démocrate qui avait jusqu'à maintenant la sympathie de la majorité des jeunes électeurs, a compris que ce n'était pas en marginalisant la jeunesse qu'on lui donnerait le goût de la démocratie. Il convenait donc de rétablir un climat de confiance qui favorise à nouveau son engagement politique.

• les moyens mis en œuvre dans le cadre du « Radikalenerlass » sont disproportionnés par rapport aux résultats obtenus : quelques centaines d'« extrémistes » justifient-ils qu'on procède à des millions de vérifications et à quelques milliers d'enquêtes ?

Les pressions internationales, en particulier des partis frères dans le cadre de l'Internationale socialiste, ont enfin visiblement fait réfléchir le S.p.d. et le F.p.d. qui ont ainsi davantage pris conscience du fait que dans une Europe en train de se faire l'image que l'on avait de l'Allemagne à l'étranger était une donnée de politique extérieure qu'il ne fallait pas négliger.

JEROME VAILLANT

Algérie : le président du compromis

C'est donc un militaire de 50 ans qui succède à Houari Boumediène à la tête de la République algérienne démocratique et populaire. A partir du moment où il s'est trouvé désigné par le Congrès du F.l.n. comme le candidat unique à la présidence, le colonel Chadli n'avait plus à s'inquiéter du scrutin de mercredi qui ne pouvait que confirmer cette désignation à une écrasante majo-

rité, quel que soit le nombre des abstentions.

Ainsi en est-il dans un pays qui vit depuis son indépendance dans un régime de parti unique qu'il n'est pas près d'abolir. Il n'en est pas moins vrai que la période qui vient de s'écouler — depuis les premiers jours de l'agonie de Boumediène jusqu'à l'élection de Chadli — marque pour l'Algérie un tournant capital pour son avenir.

La première constatation qui s'impose est que le passage de l'un à l'autre s'est fait dans le calme. Calme d'autant plus remarquable que les quelques semaines de vacances du pouvoir auraient pu être mises à profit par certains pour déclencher des mouvements susceptibles de trouver aliment dans le mécontentement qu'un grand nombre d'Algériens éprouvent devant les difficultés économiques et sociales du pays. Ceux qui attendaient que le peuple se soulève à la mort du « tyran » devront réviser leur évaluation de la réalité algérienne d'aujourd'hui.

Plus de 3 000 délégués

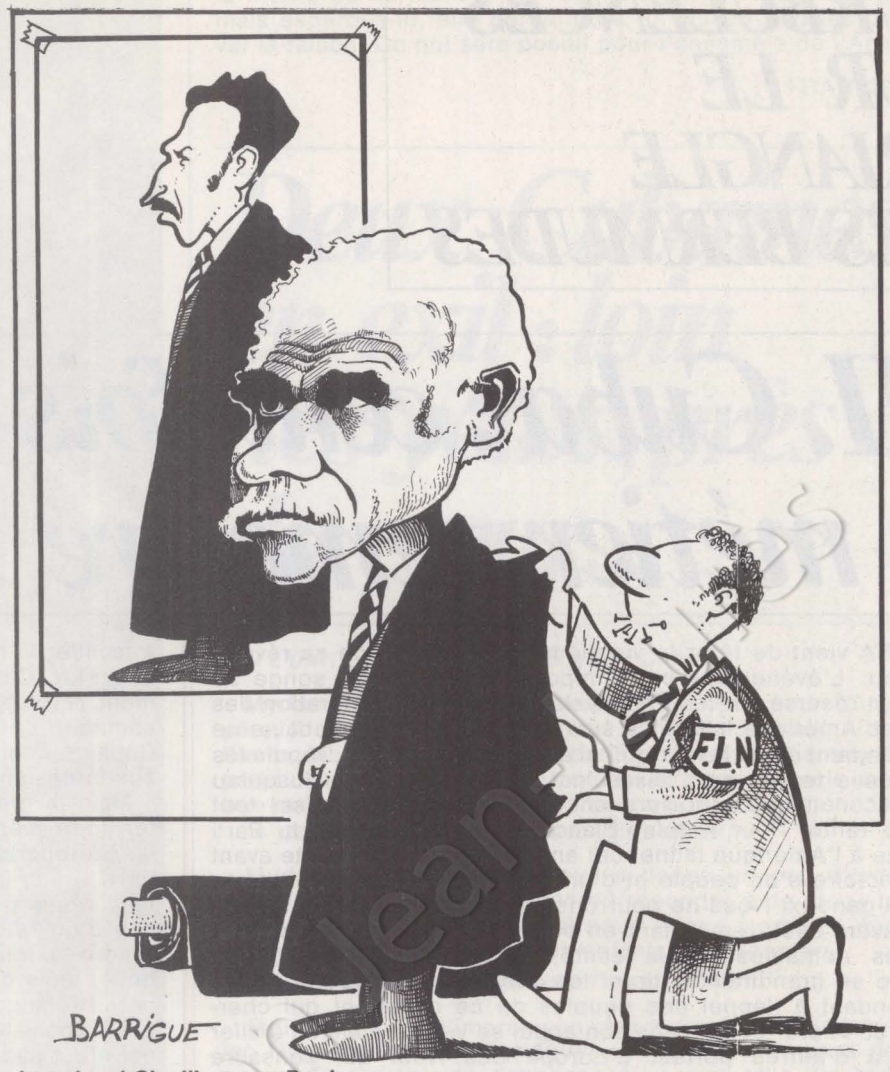
On dira que ce calme, cette paix civile sont ceux de l'indifférence ou encore de la peur. Ce serait encore une erreur d'appréciation. La mort de Boumediène a profondément touché les Algériens même ceux qui ne l'aimaient guère mais qui, au fil des années, avaient appris à le respecter. Ils l'ont manifesté le jour de ses obsèques et les conversations interminables entendues les jours suivants dans les rues et les cafés d'Alger ont suffisamment montré qu'ils ne se désintéressaient pas de sa succession.

Certes, le peuple n'a pas été directement appelé à dire son mot sur le choix du successeur entre plusieurs hypothèses possibles. Mais ce choix n'a pas été non plus le résultat d'une décision prise par quelques hommes à l'abri des regards, comme il arrive généralement dans les pays totalitaires.

Le congrès du F.l.n. a réuni plus de 3 000 délégués venus de toutes les régions du pays et ayant pu en tâter le pouls. Les débats ont été animés, houleux même parfois, et ont fait apparaître clairement — c'est important pour la suite — l'opposition entre deux courants. D'un côté, derrière le colonel Mohammed Salah Yahiaoui, le courant dit « progressiste » parce qu'il est partisan d'un socialisme arabe radical, sans concession à l'Occident, un peu à la manière du colonel Khadafi en Libye. « Progressiste » aussi peut-être parce que c'est là que se situent les communistes algériens qui n'existent pas en tant que parti reconnu mais n'en sont pas moins actifs au sein de plusieurs organisations, comme, par exemple, l'Union de la jeunesse algérienne ou la centrale syndicale U.g.t.a.

De l'autre côté, le courant dit « libéral », ce qui en l'occurrence ne signifie pas grand-chose sinon que ses tenants, avec Abdelaziz Bouteflika, sont convaincus de la nécessité d'une plus grande ouverture de l'Algérie vers le monde capitaliste pour assurer le second souffle de son effort de développement.

En dépit des pronostics qui donnaient au départ un certain avantage à Yahiaoui parce qu'il semblait avoir le parti en main, les débats ont été suffisamment ouverts pour permettre aux « libéraux » non pas de l'emporter eux-mêmes mais d'empêcher la victoire de leurs adversaires en obtenant de l'armée — force décisive au sein du congrès, comme elle l'est dans le pays — qu'elle impose un compromis en faveur du militaire « le plus ancien dans le grade le plus élevé ».



Le colonel Chadli, vu par Barrigue.

Compromis non seulement sur le nom d'un homme mais aussi, semble-t-il, sur la répartition du pouvoir qui ne sera plus concentré sur une seule tête comme du temps de Boumediène. Il ne faut cependant pas conclure du fait que Chadli est resté jusqu'ici peu connu — en dehors de la région d'Oran qu'il commandait depuis 15 ans — qu'il a vocation pour les rôles effacés. L'expérience a souvent prouvé qu'un président dit de « transition » peut être amené rapidement à jouer un rôle décisif. Il suffit de rappeler ce que l'on disait de Sadate à la mort de Nasser. Mais le nouveau chef de l'Algérie devra s'entourer de plusieurs vice-présidents et d'un premier ministre. Il aura à rendre compte devant le Bureau politique et le comité central du F.l.n. A tous ces niveaux, il retrouvera nécessairement le rapport de forces entre les différents courants qui se sont manifestés lors du congrès.

Les premières nominations gouvernementales donneront, la semaine prochaine, une nouvelle indication sur l'état actuel de ce rapport de forces. Le nom du premier ministre — on parle beaucoup de Bouteflika pour ce poste — ne sera pas indifférent, non plus que le rôle, de toute façon important, d'hommes présents sur la scène politique algérienne depuis l'indépendance comme Belaïd Abdesselam. l'artisan du développement industriel, ou Mohammed ben Yahia, le responsable des Finances, l'un et l'autre désormais membres du Bureau politique.

On guettera aussi les premiers gestes du nouveau président pour mieux déterminer son orientation. Cherchera-t-il à rétablir le dialogue avec le Maroc pour trouver une solution pacifique au problème sahraoui ? Prendra-t-il des initiatives pour relancer la coopération entre l'Algérie et la France, par exemple en acceptant de faire le voyage à Paris qui est resté jusqu'au bout interdit à Boumediène ?

Le remords de Boumediène

Sur le plan intérieur, répondra-t-il à ceux qui dénoncent la bureaucratie et la corruption dans l'appareil d'Etat et exigent plus de démocratie notamment au niveau de l'information des citoyens ? Il est d'usage aussi qu'un nouveau président inaugure son pouvoir par une amnistie en faveur des victimes de la répression. Or, certaines informations ont circulé à Alger selon lesquelles, avant de sombrer dans le coma, Boumediène aurait exprimé le remords de n'avoir pas su pardonner à Ben Bella. Des propos de Yahiaoui pendant le congrès ont fait penser à certains que l'ancien président détenu depuis juin 1965 pourrait être prochainement libéré. Chadli aurait là l'occasion d'un geste qui l'imposerait d'emblée devant l'opinion algérienne et internationale.

CLAUDE ESTIER

TURBULENCES SUR LE TRIANGLE DES BERMUDES

III. Cuba : cent fois sur le métier remettre la révolution

CUBA vient de fêter le vingtième anniversaire de sa révolution. L'événement est d'importance quand on songe au sort réservé par les Etats-Unis aux efforts de libération des peuples d'Amérique latine. La survie de la révolution cubaine ne tient nullement à une faveur qui lui aurait été accordée. Depuis les nombreuses tentatives d'assassinat de ses dirigeants jusqu'au blocus économique (qui dure encore quoi qu'on en dise) tout aura été tenté. Pour Antoine Blanca, délégué national du Parti socialiste à l'Amérique latine, cet anniversaire « représente avant tout la victoire d'un peuple et d'un pays sur les tentatives de le mettre à genoux. Nous ne pourrons jamais oublier qu'il a résisté trop souvent seul, remportant en outre de considérables succès dans les domaines de la santé, de l'analphabétisme, etc. L'Europe se grandirait en tirant les conclusions de cette leçon, en répondant à l'appel des peuples de ce continent qui cherchent à se libérer et qui sans son appui se verront obligés d'aller frapper à d'autres portes. L'Europe des Neuf qui consacre 600 millions de dollars à l'Afrique n'en accorde que 20 à l'Amérique latine. Nous aurions tort d'abandonner ce continent aux Etats-Unis ».

Maisons peintes et robinets réparés

« Nous poursuivons notre chemin non pas comme une révolution qui a vingt ans, vient de déclarer Fidel Castro lors des cérémonies anniversaires du 1er janvier, mais comme une révolution qui recommence aujourd'hui même ». Et cela semble correspondre à un sentiment assez répandu dans la population où on est fier « d'être toujours sur la brèche ». Mais la volonté d'aller de l'avant est d'autant plus forte qu'on s'accorde en même temps les moyens de souffler.

Ce qui frappe le visiteur qui connaît déjà le pays c'est l'indéniable saut dans la qualité de la vie opéré depuis les deux dernières années. Que ces détails vulgaires nous soient pardonnés, mais les maisons peintes, les robinets réparés, les sièges de certains lieux publics refaits à neuf, les abribus, mille détails sont là pour dire que dans les deux ans passés on a eu un peu de temps, d'argent et de volonté pour s'occuper de l'accessoire, si important quand il manque trop longtemps. La plupart des biens alimentaires et de consommation courante sont encore rationnés mais la liste de ceux que l'on peut se procurer librement s'agrandit : poissons, certains légumes, alcools, tabacs, etc. Des petites choses, mais qui changent suffisamment la vie quotidienne pour qu'on puisse se rendre compte, même à ce niveau-là que ça valait la peine de faire des sacrifices. Les Cubains en avaient besoin et s'en réjouissent même s'ils savent que d'énormes problèmes restent à résoudre. L'industrialisation progresse lentement et si un journaliste du « New York Times Magazine » pense que Cuba sera « le Japon des Caraïbes en l'an 2000 » le pays demeure pour le moment trop dépendant des fluctuations du prix du sucre.

Le gouvernement vient par ailleurs de décider la libération de 3 000 prisonniers politiques — ce qui donne une idée du nombre total — au rythme de 400 par mois à dater de décembre 1978 et si ceux qui devaient sortir en janvier n'ont pas encore recouvré leur liberté c'est apparemment à cause du gouvernement américain qui n'a pas encore accordé de visa à ceux du premier contingent. Il s'agissait pourtant incontestablement d'un geste destiné à faciliter la reprise du dialogue avec les Etats-Unis alors même que Fidel Castro vient de déclarer que « la loyauté au mouvement révolutionnaire international est et sera toujours la pierre angulaire de notre politique extérieure ». Ce qui signifie que les Cubains continueront de prêter leur concours de par le monde aux forces anti-impérialistes qui le leur demanderont.

Mais la grande offensive cubaine se situe aujourd'hui sur le territoire même des Etats-Unis. Elle consiste à ouvrir en grand les aéroports de l'île à ceux que l'on appelait les « vers de terre », (les gusanos) les contre-révolutionnaires et qui sont traités depuis peu en « membres de la communauté ». Il ne s'agit pas d'un retour pour s'installer, mais de visites qu'ils peuvent rendre à leurs familles. Plus de 100 000 étaient attendus rien qu'au mois de janvier 1979. J'en ai rencontré qui arrivaient avec près de cinquante valises de cadeaux pour les leurs. Des boutiques spéciales leur sont réservées au centre de La Havane ce qui n'est pas apprécié de tout le monde. L'enjeu est pourtant de taille : il s'agit d'affaiblir le « lobby cubain » très puissant aux Etats-Unis et l'un des principaux adversaires de toute normalisation.

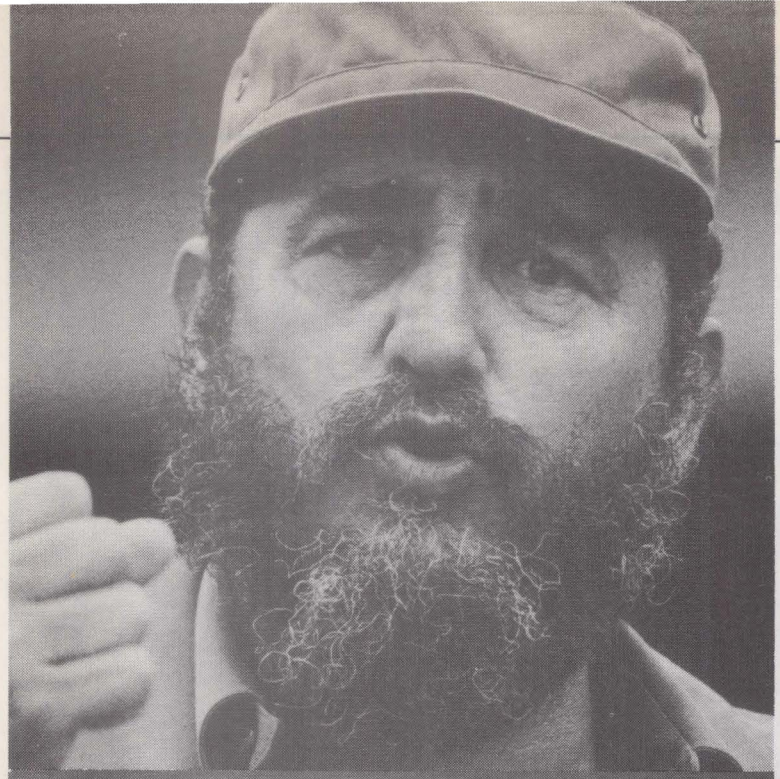
La propagande des dirigeants anticastristes y est souveraine depuis vingt ans. Elle atteint des niveaux de mensonges et de contre-vérités insoupçonnables sur la vie à Cuba même. Cette propagande aura d'autant plus de mal à prendre qu'un nombre plus important d'exilés aura pu faire le retour au pays et constater comme me l'a dit l'un d'entre eux rencontré dans un aéroport que « les enfants mangent, les hôpitaux fonctionnent, etc. ». Que le pays tourne alors que la plupart d'entre eux croient qu'il en est à l'âge de pierre.

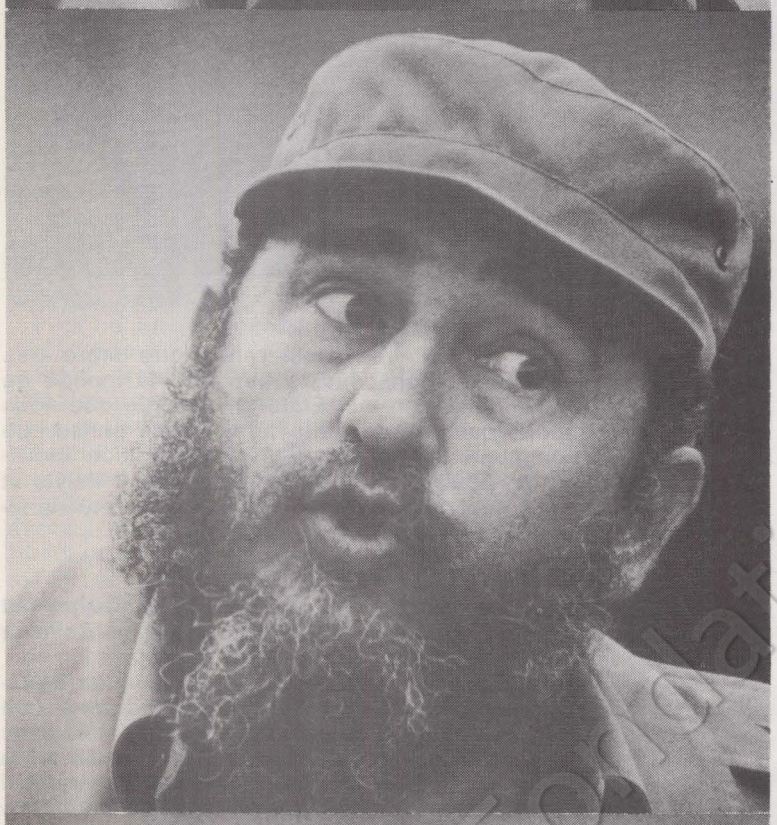
Le gouvernement révolutionnaire ouvre donc les portes en direction de la communauté mais aussi du reste du continent, considérant semble-t-il que l'œuvre de vingt années est une bonne vitrine de ce que peut faire le communisme pour les peuples d'un continent encore largement victime de l'analphabétisme et de la faim, deux fléaux qui ont disparu à Cuba.

Le mal incarné ou le bien déjà réalisé

On s'est rarement interrogé sur la vie que menaient aux Etats-Unis les exilés cubains. Un nombre important d'entre eux a réussi à s'intégrer. Mais certains, surtout parmi les moins riches ont dû tirer la langue plus qu'ils ne l'imaginaient, plus peut-être qu'ils ne l'auraient fait en restant chez eux. Nous avons jugé intéressant en cette période d'ouverture de publier l'interview réalisée à New York l'été dernier de deux jeunes filles de 21 et 23 ans, des enfants de la Révolution en quelque sorte qui ont passé la moitié de leur vie « à l'ombre des prisons de Castro » et l'autre « au pays de la liberté ». Il faut écouter ce qu'elles disent, en leur laissant bien sûr la responsabilité de leurs illusions **(voir ci-contre).**

Car toute médaille a son revers. La communauté cubaine en exil, coupée de la réalité de son pays d'origine, prisonnière de ses mythes, exacerbant avec la fuite des jours ses rancœurs, n'a pas vu grandir ses enfants. Les uns, intégrés, sont devenus « Américains ». D'autres, en rupture avec la société ou avec leur famille ont, à leur tour, mythifié Cuba. Car, aujourd'hui, pour les Cubains exilés, tout est blanc ou noir, bien ou mal. Et si pour la majorité d'entre eux, Cuba est encore le mal incarné, pour quelques-uns il est déjà le bien réalisé.







L'ouverture faite par Castro aura, si elle réussit, non seulement le mérite de normaliser les relations entre Cuba et le continent, mais espérons-le, elle permettra à un million d'exilés de retrouver la raison. Ce qui sera positif pour l'ensemble de l'Amérique.

FRANCIS PISANI

Deux Cubaines en exil : loin des yeux, près du cœur...

« L'UNITE ». Quand avez vous quitté Cuba ?

Myriam : Nous sommes venues en 1968 pour suivre notre père. Il était petit commerçant et avait participé à la lutte dans la Sierra. Mais dès que Fidel a parlé de « communisme » il a voulu partir. Nous ne voulions pas quitter le pays. Je suis même tombée malade mais il a bien fallu suivre nos parents.

— Comment avez-vous été accueillis à Miami ?

Myriam : Très bien. On nous a donné un peu d'argent pour commencer, mais nous avons dû répondre à de longs interrogatoires. « On » voulait savoir si nous étions membres des organisations communistes pour les enfants (les pionniers).

— Qu'avez-vous pensé de New York en arrivant ?

Melvis : J'ai eu l'impression que les gratte-ciel allaient m'avaler. Nous venions de Camaguey, une petite ville sans rien de ce genre. En voyant les richesses du centre ville j'ai ressenti de l'incertitude : ici on jette des choses pratiquement neuves alors qu'à Cuba on gardait tout.

— Comment se sont passés les premiers temps ?

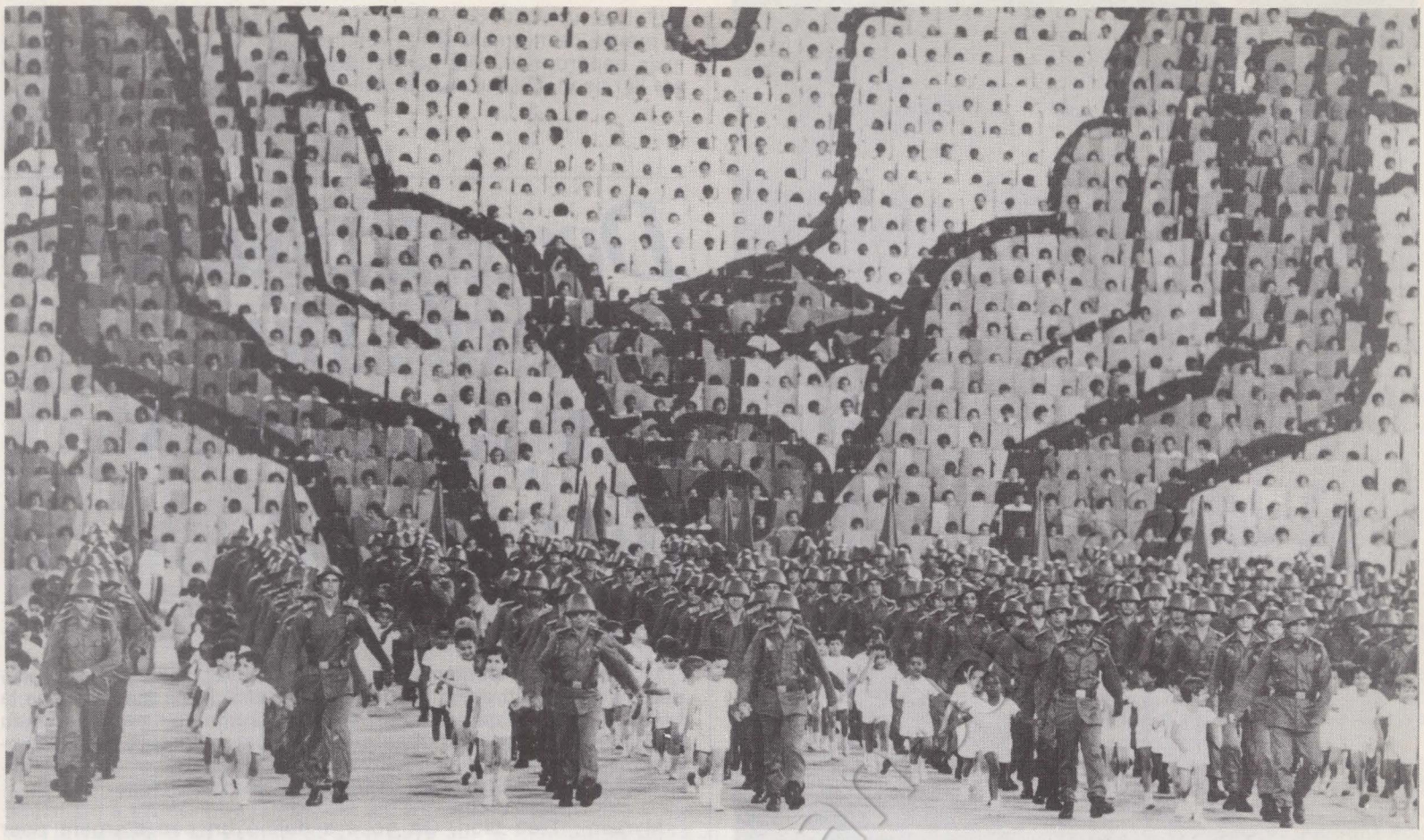
Myriam : Nous sommes allés nous installer chez notre oncle à Spanish Harlem. Ils nous ont fait très peur avec les Noirs qui attaquaient les pauvres et les Blancs. « Chaque fois qu'on voyait un Noir on avait l'impression qu'il allait s'en prendre à nous. Puis grâce à l'école nous avons commencé à en connaître et à comprendre. Au début c'était terriblement difficile, dans la mesure où nous ne comprenions pas un mot d'anglais. J'étais complètement bloquée, car des Portoricains nous traitaient de « gusanas » alors que je n'avais pas l'impression d'avoir trahi mon pays.

— Comment se sont déroulées vos études ?

Myriam : Nous comptions parmi les meilleures élèves de la province à Cuba mais en arrivant ici nous avons dû reculer de deux ans. L'enseignement dans les deux pays ne se compare pas. A Cuba, on prend les études avec plus d'amour, de désir, d'envie de travailler. C'est un devoir non seulement vis-à-vis de soi-même mais aussi du pays. A Cuba les motivations ne sont pas seulement matérielles ou individuelles. Ici la plupart des enfants vont à l'école parce qu'ils sont obligés, pour survivre ou pour pouvoir gagner de l'argent.

Melvis : J'ai appris toute petite des choses qu'on nous enseignait ici au niveau du bac. Mais cela tient au fait que nous avons étudié dans un quartier pauvre. Les bacheliers d'un quartier pauvre ne se comparent pas à ceux d'un quartier riche. On ne les accepte d'ailleurs jamais dans les bonnes universités.

Myriam : En plus des difficultés de cet ordre et bien que j'aie obtenu les meilleures notes de mon école je n'ai pu entrer dans l'université de mon choix car je n'avais pas la nationalité américaine. Mais j'hésite à prendre la nationalité américaine car j'aurais l'impression de me trahir moi et mon pays. Je suis incapable de jurer sur leur drapeau alors que je ne le sens pas du fond de mon être. Je ne leur dois absolument rien. Mon cœur est à Cuba. Ce serait plus facile mais ça n'est pas une raison pour trahir mes sentiments.



— Comment s'est passée la vie de tous les jours pendant ces années ?

Myriam : Nous avons eu énormément de problèmes. D'abord mon père ne s'est pas adapté au changement et il a fini par partir. Aujourd'hui maman bénéficie du Welfare (Sécurité sociale). Mais très tôt Melvis et moi avons dû travailler dans des restaurants jusqu'à deux heures du matin et ensuite il fallait se lever à 6 heures pour aller à l'école. On nous donnait des vêtements et plus d'une fois nous avons dû aller nous coucher sans manger parce qu'il n'y avait pas d'argent. En fin de compte nous avons pu quitter Cuba mais nous n'avons pas fui le rationnement.

— Comment voyez-vous le futur ?

Myriam : Je fais des études pour enrichir mon esprit. Je dois me battre sans cesse contre mon fiancé qui est portoricain. Il veut gagner beaucoup d'argent : les « Latinos » ici sont obligés d'être pire que les Américains ! Moi je suis encore un peu idéaliste. C'est pourquoi je veux aller à Cuba l'année prochaine pour pouvoir comparer et choisir. Tout cela rend notre mère très triste. Parce que nous trouvons injuste que tout le monde ne reçoive pas la même éducation aux Etats-Unis, parce que nous ne nous préoccupons pas que de nous-mêmes, elle pense que nous sommes communistes. Ici c'est une compétition individuelle permanente et peu de gens comprennent que Melvis et moi travaillons dans une communauté qui donne un enseignement alternatif aux jeunes marginaux du quartier.

— Que diriez-vous de votre expérience à des Cubains ?

Melvis (en éclatant de rire) : Qu'ils restent là-bas. Ça ne fait aucun doute. Si j'avais su la lutte constante qu'il faut mener ici je ne serais pas venue, malgré la volonté de mes parents.

Myriam : Je crois qu'il y a un grand fantasme sur les Etats-Unis à Cuba et dans la plupart des pays. Tout le monde croit que c'est le pays des richesses et de la liberté pour tous. Mais dans notre quartier les ordures ne sont jamais ramassées et il n'y a pas un seul médecin compétent. On nous a menacé du tribunal parce que nous mettions du temps à payer l'hôpital. Tout New York n'est pas comme Madison Avenue. Même dans notre maison en hiver nous n'avons ni chauffage ni eau chaude et ils ont même enlevé les serrures des portes. Je n'arrive pas à me sentir chez moi. J'ai l'impression que ma maison appartient à un tiroir caisse qui n'est là que pour recevoir de l'argent.

— C'est quand même un pays de libertés ?

Myriam: Pour les riches, oui. On se fait beaucoup d'illusions comme avec les droits de l'homme. Carter en parle beaucoup et garde en prison Lolita Lebron une vieille militante portoricaine et beaucoup de Noirs.

Melvis : J'ai l'impression que pour beaucoup de gens dans le monde les Etats-Unis sont le pays de ce qui n'existe pas dans leur propre pays.

— Envisagez-vous de retourner à Cuba ?

Myriam : Oui, parce que mes racines sont là-bas.

Melvis : Moi aussi dans deux ans et j'espère ensuite obtenir une bourse pour aller étudier l'Education physique en Union soviétique.

— Etes-vous reconnaissante envers les Etats-Unis pour l'aide qu'ils vous ont apportée depuis le début, pour le Welfare de votre mère ou les bourses dont vous bénéficiez pour vos études ?

Myriam : Non. Je cois que l'argent qu'on nous a donné avait été retiré de Cuba au moment où ils possédaient presque toutes les usines.

Melvis : Sans oublier l'argent qu'ils continuent de tirer de tous les autres pays d'Amérique latine. Alors ils nous doivent bien ça.

Propos recueillis par
FRANCIS PISANI

Jeunes pionniers célébrant l'alphabétisation.



Turquie: les "loups gris" attaquent

"Maîtriser la violence, résoudre la crise économique, aboutir à une solution satisfaisante du différend gréco-turc » : c'était, il y a dix-huit mois, les priorités que s'était fixées Bulent Ecevit, leader du Parti républicain du peuple, en arrivant au pouvoir. Malgré quelques succès diplomatiques, tous les efforts d'Ecevit ont été vains : les négociations gréco-turques ne débouchent sur rien, la crise économique et sociale demeure aiguë et le terrorisme s'est banalisé. Semaine après semaine, le nombre des morts s'est accru : plus de mille en 1978. Assassinats en pleine rue, attaques de bâtiments universitaires ; l'extrême droite a, peu à peu, élargi le champ de ses activités : étudiants, professeurs, syndicalistes, juristes.

Puis ce fut le « génocide » — selon le mot d'Ecevit — de Kahramanmaras. La veille de Noël ont éclaté dans cette petite ville des provinces orientales, aux populations mélangées sur le plan ethnique et religieux, des « incidents » qui, très vite, tournèrent à la confrontation armée généralisée. Tout avait commencé par des assassinats somme toute banals. Deux instituteurs progressistes avaient été abattus le 21 décembre : ils avaient approuvé l'expulsion de trois élèves par mesure de discipline. Le jour des funérailles, les forces progressistes s'étaient mobilisées. Des commandos fascistes « extérieurs » firent alors irruption. Premier temps, on scande les slogans nationalistes, popularisés par les « loups gris » du colonel Turkes, leader d'un parti d'extrême droite : « Turquie musulmane ! »et « Mort aux rouges ! ». Puis la violence s'est déchaînée.

D'abord, contre la famille des défunts, puis contre la population. Car la majorité des habitants de Kahramanmaras, membres d'une secte chiite progressiste, les Alevis, votent massivement à gauche, pour le Parti républicain du peuple. Durant trois jours, jusqu'à l'arrivée d'un bataillon de parachutistes, une sanglante bataille de rue s'est déroulée : maisons incendiées, vitrines brisées, magasins saccagés. La police neutralisée, des exécutions sommaires ont eu lieu, des familles brûlées vives, un homme crucifié. Le bilan est lourd : plus de cent morts et de mille blessés, dont un grand nombre dans un état très grave.

Le 26 décembre, Ecevit proclamait l'état de siège pour treize des soixante-sept départements du pays, état de siège valable pour Ankara, la capitale, et pour les autres grandes villes.

Depuis, le processus de déstabilisation semble se poursuivre. Aux critiques des partis de droite, celui de Suleyman Demirel et celui du colonel Turkes, qui ont trouvé une occasion supplémentaire de dénoncer « l'incapacité du gouvernement », les milieux démocratiques ont joint leur protestation, demandant au gouvernement de dépasser sa « passivité » et d'assurer un fonctionnement normal des institutions.

Or, la marge de manœuvre d'Ecevit est extrêmement réduite. Aux dernières élections, son parti, avec 42 % des voix, n'a obtenu qu'une majorité relative. Pour gouverner il lui a fallu accepter dans son gouvernement des personnalités « indépendantes », ce qui a créé un équilibre précaire. Non seulement Ecevit ne dispose au Parlement que d'une majorité limitée et fragile — le Parti de la justice, de Demirel, compte presque autant de députés —, mais il est difficile au Premier ministre, dans ces conditions, de modifier les rapports de forces au sein de l'appareil d'Etat.

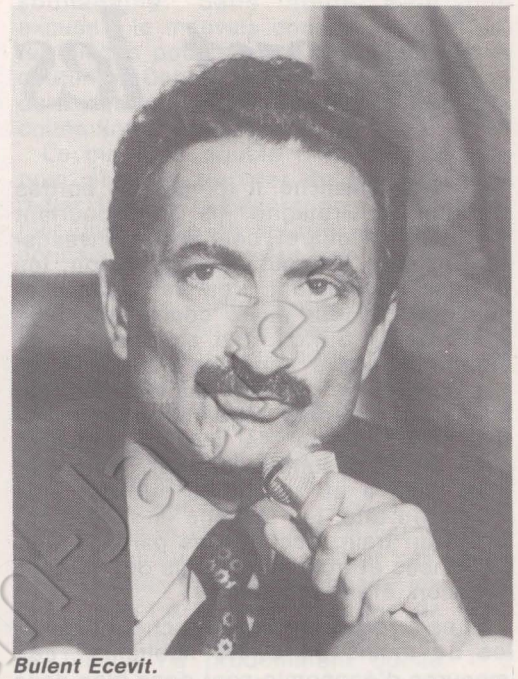
S'ajoute à cela l'action des divers services secrets, toujours plus ou moins autonomes par rapport au gouvernement, et qui alimentent les groupes — clandestins ou non — qui participent à cette entreprise de déstabilisation. Ecevit lui-même a dénoncé le processus, mais son ministre de l'Intérieur — qui vient de démissionner, tout comme celui de la Défense — n'est pas arrivé à mettre de l'ordre, à épurer et à contrôler ses propres services spéciaux et sa police...



Kahramanmaras, après le « génocide ».

A ces difficultés « institutionnelles » s'ajoutent celles qui sont causées par la crise économique. En arrivant au pouvoir, Bulent Ecevit a trouvé une économie marquée par le sous-développement et la crise mondiale. L'inflation est de l'ordre de 50 % par an, le taux de chômage atteint 20 % de la population active — et l'on assiste à un retour d'émigrés chassés d'Europe occidentale par... le chômage —, le déficit de la balance des paiements s'accroît chaque année, alors que l'envoi de fonds par les travailleurs émigrés se réduit. Ce pays essentiellement agricole — 63,1 % de la population active est employée dans ce secteur — est au dernier rang des pays de l'O.c.d.e. pour l'ensemble des indicateurs économiques et sociaux. C'est dire si la tâche du Premier ministre actuel est difficile : pour mener une politique, encore faut-il en avoir les moyens.

C'est ce qui explique les demandes de plus en plus pressantes de crédits faites par la Turquie aux Occidentaux, les discussions à ce sujet lors du sommet de la Guadeloupe. Cela explique aussi la volonté de trouver à tout prix des débouchés commerciaux, l'ouverture à l'Est et les demandes réitérées de s'intégrer à l'Europe.



Bulent Ecevit.

Un plan de sauvetage financier pourrait, effectivement, permettre un début de redressement économique, fortifier l'actuel gouvernement et éloigner le risque, évident, de chaos. Car, si l'armée turque est aujourd'hui divisée, si toute une partie de ses cadres ne souhaitent pas retrouver la plénitude du pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, certains, influencés par les partis d'extrême droite, perdus dans le rêve d'une « grande Turquie » pure et dure, fanatique et accessoirement musulmane, n'ont pas renoncé. Pour les Turcs, 1979 sera l'année des périls, et nombre redoutent que les événements de 1978 passent pour des péripéties par rapport aux orages qui s'accumulent.

IRA FELOUKATZI

Bataille du rail : les usagers jouent les locomotives



Triste dimanche. Il tombe des cordes sur la Bretagne. Ils sont pourtant 1500 à Plouaret, ce 4 février, investissant la gare. Partout dans la région, les Bretons manifestent. Pour la survie économique de leur pays, contre les décisions de la S.n.c.f. qui a supprimé de nombreux arrêts dans les petites villes. Les comités de défense des localités touchées ont organisé ensemble cette manifestation, comme ils avaient organisé celle du 17 décembre dernier. Malgré la pluie, elle a eu autant de succès. Elus locaux en tête, les Bretons en colère ont arrêté un train, occupé des gares. Louis Le Pensec et trois autres élus ont, à cette occasion, été « verbalisés ».

« Les arrêts supprimés touchent des villes de moins de 20 000 habitants ; ces mesures d'économie sont donc bien dans la droite ligne du rapport Guillaumat selon lequel toutes ces petites gares devraient être fermées » expliquent Daniel Picol, coordonnateur des comités de défense bretons. La direction régionale de la S.n.c.f. se défend en constatant qu'elle a créé plus de nouveaux arrêts qu'elle n'en a supprimé. Mais les nouveaux trains ne s'arrêtent que dans les grandes villes et ne satisfont pas la même clientèle. Il suffit parfois d'un rien pour perturber la vie d'un bourg. Le lycée que Questembert voit, à cause de la suppression d'un arrêt, sa vocation remise en cause : la navette s'arrête en ville avant la fin des cours.

Que les usagers en colère tiennent meeting sur le ballast, cela n'est pas vraiment nouveau : depuis quelques années, la S.n.c.f. a vu plusieurs actions de ce genre. Mais ce qui la surprend aujourd'hui c'est l'importance du phénomène. La grogne a éclaté le 1er octobre dernier, à l'occasion du changement des horaires d'hiver. Ce jour-là, les travailleurs de Plouaret descendent pour la première fois sur les rails. Depuis, ils ont réitéré l'opération 35 fois ! A La Tour-du-Pin dans l'Isère, c'est chaque matin que, derrière leur maire, les habitants ont arrêté le rapide Grenoble-Paris. Et ce pendant un mois. Jusqu'à ce que la S.n.c.f. cède et rétablisse l'arrêt.

Cette victoire va avoir de grands retentissements. Un peu partout en France, des trains se font arraisonner pendant le mois d'octobre. Le « Limousin » en particulier est arrêté en Haute-Vienne et en Creuse. Novembre voit se développer deux fronts. Alors que les cheminots lancent des grèves tous azimuts, les banlieusards et les Bretons s'échinent à manifester leur mécontentement par les moyens les plus divers.

Le cas de la banlieue parisienne est en effet complexe et douloureux. Banquettes de bois dans des wagons cahotants et mal chauffés, retards multiples, annulations de trains... Certains usagers ont des ennuis dans leurs entreprises où on leur reproche leurs retards le 9 novembre, une vieille diesel essoufflée rend l'âme entre Dreux et Houdan et bloque derrière elle l'Argentan-Paris. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : à Montfort-l'Amaury, à Houdan, à Dreux, d'un mouvement unanime les usagers descendent des quais où ils attendaient sagement depuis deux heures. Meetings improvisés. Ils bloquent un autre train venu de Paris : les voyageurs les rejoignent. Finalement — la matinée est déjà bien avancée mais, perdue pour perdue ! — une délégation fournie se retrouve chez le directeur régional de la S.n.c.f. Pour n'y entendre que des propos lénifiants. Le 14 novembre et le 4 décembre, les usagers reprendront l'action et bloqueront encore les voies.

Confort, ponctualité... Les banlieusards ont d'autres revendications. Ceux qui habitent à plus de 75 kilomètres de Paris, pour des raisons financières, doivent payer des coûts de transport prohibitifs : ils n'ont pas droit à la carte orange ni à aucun tarif social. Depuis deux ans, les actions de comités de défense se multiplient. Mais les dernières augmentations de tarifs frappent les travailleurs de grande banlieue : au cours de ces dix derniers mois, la note s'est accrue de 40 %... Leur dernière manifestation, le 30 janvier, a regroupé trois associations de banlieue et la Fédération des usagers des transports (F.u.t.), au bout d'un quai de la gare Saint-Lazare.

Cheminots-usagers, même combat

Alors que la bataille du rail fait rage, les forces de contestation sont en effet en train de s'organiser. Les usagers de Bretagne vont rencontrer ceux de Paris. Et signent un pacte avec les cheminots. Les exemples ne manquent pas de cette entente récente. Bien des comités de défense ont vu le jour grâce à l'activité des syndiqués de la S.n.c.f. En Bretagne en particulier où la C.g.t. est très active. Sur le réseau Sud-Est également. On a vu, pendant les grèves, les membres d'une association d'usagers distribuer des tracts gare de Lyon, à Paris, pour expliquer les motifs des cheminots. On a vu aussi un machiniste prendre la responsabilité de s'arrêter dans une gare de banlieue et y déposer une cinquantaine de voyageurs, désobéissant à son plan de route. La répression de la direction ne s'est pas fait attendre. De nombreux syndiqués passent en conseil de discipline pour avoir marqué trop de sympathie pour les usagers en colère ; ils risquent d'être déplacés par mesure disciplinaire.

C'est qu'usagers et cheminots se sont découvert bien des points de convergence. Et tombent d'accord dès qu'il s'agit de lutter contre le rapport Guillaumat, pour le maintien du service public et son amélioration. Mais la mobilisation commune ne s'organise pas en un jour. La F.u.t. a proposé une action originale : grève du paiement pour les usagers et grève du contrôle pour les cheminots. Mais les syndicats ne savent pas comment répondre à cette proposition : le droit de grève ne couvre que l'arrêt de travail pur et simple. « Notre rôle se borne d'abord à expliquer les raisons de la dégradation du service public », commente Bernard Boucher, responsable C.f.d.t.

Les syndicats, eux aussi, ont besoin de s'habituer à cette nouvelle réalité que représente le mouvement des usagers. Et ils craignent que la solidarité actuelle ne trouve rapidement ses limites. Sur les menaces de fermeture de gares et de lignes, les deux forces se retrouvent sans problème. Le lien entre suppression d'empoi et qualité du service se comprend aussi aisément. Mais lorsqu'il s'agira de défendre le statut des cheminots, leurs retraites ?

Les syndicats semblent également craindre une démobilisation des usagers au moment où la lutte s'annonce chaude. Les projets de contrat d'entreprise à la S.n.c.f. sont en train de prendre corps,



dans le droit-fil du rapport Guillaumat (voir « l'Unité » n° 307). Ils prévoient par exemple de réduire le service omnibus dans la limite de 5 % du trafic ; ce qui serait très important en nombre de lignes. Ils proposent aussi des suppressions d'emploi alors que les cheminots estiment qu'il en manque 40 000 pour améliorer la qualité du service public...

Pour empêcher cet assassinat systématique de la S.n.c.f., il faudra plus, bien plus, qu'un simple mouvement de ras-le-bol : une action de masse organisée.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Football : le ballon crevé de Chirac

Rien ne va plus pour le football parisien. Après la cuisante défaite (1-7) infligée au Paris Football Club par Monaco et la victoire facile (4 à 1) remportée par Saint-Etienne sur le Paris Saint-Germain, les deux clubs parisiens sont dans les choux, respectivement en 18e et en 15e positions sur vingt.

Certes, le propre de la compétition sportive est que le meilleur l'emporte et, là où il y a un vainqueur, il faut bien un vaincu. Mais en matière de football, sport spectacle par excellence qui met en jeu des sommes importantes, une telle constance dans les contre-performances tient du gaspillage de fonds, d'énergie et de compétences. Au moment où les supporters du football parisien craignent de voir leurs clubs favoris redescendre en deuxième division, comment ne pas s'interroger sur les causes de la situation présente ?

Certes, le Paris S.g. et le Paris F.c. n'avaient pas les mêmes chances au début de la saison en cours. Tant au plan des joueurs que des moyens techniques et financiers à leur disposition, le premier était beaucoup mieux doté que le second. Ceci explique sans doute que face aux 8 000 supporters fidèles du Paris F.c., le Paris S.g. ait pu compter sur plus de 25 000 spectateurs en moyenne par match. Un avantage pécunier certain pour ce dernier qui n'en a pas tiré tout le parti souhaitable. Sans doute a-t-il une excuse : le mauvais coup monté de toutes pièces pour écarter, en janvier 78, le couturier Daniel Hechter de sa présidence qui a marqué le début de ses difficultés financières et morales.

Le motif de double billetterie invoqué pour éliminer Hechter du Paris S.g., le radier à vie de la Fédération de football et l'inculper avait fait sourire ou bondir les connaisseurs qui savent bien que tous les clubs le pratiquent. Une fraude dont on a voulu lui faire porter seul le chapeau alors que R.t.l. — son partenaire à part égale dans la Société Prosport, chargée de soutenir financièrement le Paris S.g. — est au moins aussi responsable que lui (voir « l'Unité » n° 278). Il a cependant fallu plusieurs mois avant que Michel Peschaud, représentant de R.t.l. — dont il est alors directeur financier — dans Prosport ne soit à son tour inculpé. Il est vrai que la comptabilité du club n'était pas tenue par Hechter, qui la paraphait, mais par R.t.l. Quant à l'ancien directeur de cette station périphérique, Christian Chavanon, la Justice l'a prudemment oublié. Il a depuis été promu vice-président du Conseil d'Etat. Comment ne pas s'interroger sur ce qui ressemble fort à des inculpations sur mesure ? N'eut-il pas convenu de n'inculper personne ou d'inculper tous les responsables ? Voilà des questions qui vont de soi mais qu'il convient de poser prudemment tant certaines susceptibilités sont vives à ce sujet. Témoin l'attaque en diffamation de Chavanon contre Hechter...

Derrière ce règlement de compte, par Justice interposée, se profilent diverses manœuvres politiques dont la moindre n'est pas celle de Jacques Chirac. Désireux de bénéficier du prestige qu'entraîne la mise sur pied d'un grand club de football, le maire de Paris a voulu fondre ensemble les deux clubs parisiens.

Hechter a sans doute eu le tort d'entraver ce dessein. Après avoir investi de sa poche des millions de francs dans le club au cours des six années de sa présidence du Paris S.g., pourquoi se serait-il



laissé déposséder des fruits de son travail et de son engagement passionné ? « Sur les quinze dernières années, dit Hechter, c'est moi qui ai obtenu les meilleurs résultats : progression rapide du club au classement, gonflement du nombre de ses supporters qui a plusieurs fois dépassé 50 000 personnes au Parc des Princes, naissance de l'esprit club, etc. Sur quarante ans, on compte un grand nombre de clubs parisiens successifs où se sont succédé une vingtaine de présidents, une centaine d'entraîneurs et plus de mille joueurs. Tout cela pour ne réussir qu'une seule fois, en 1938, à faire de Paris le club champion de France. C'est bien signe qu'il existe un sérieux problème. Et je doute fort que le foot parisien marche mieux demain qu'hier... et aujourd'hui ! »

Une fois Hechter parti, la fusion du Paris S.g. et du Paris F.c. ne s'est pas davantage réalisée. Quand on connaît le poids de l'agence Havas, dirigée par des gens proches de l'Elysée, sur R.t.l., on conçoit que Chirac se soit heurté à de sérieux obstacles pour mettre en œuvre son projet. Le leader du R.p.r. s'est donc rabattu sur l'idée d'une société d'économie mixte sportive locale constituée — du moins dans l'immédiat — par la ville de Paris avec le Paris F.c., le Racing club et Europe 1 chargée de la « promotion et la commandite commerciale de l'équipe Paris 1 ».

Après une saison 1977-78, au cours de laquelle la ville de Paris avait accordé, sans beaucoup de succès, environ 2,5 millions de F de subvention au Paris S.g. et 1,6 millions au Paris F.c., Chirac a jugé le moment venu de mettre ce projet à exécution. Il l'a donc soumis aux élus parisiens, le 11 septembre 1978. Ou plutôt il a cherché à le leur faire avaliser à travers le simple vote d'une subvention de 2,5 millions à chacun des deux grands clubs de la capitale pour la saison 78-79. Mais les élus de gauche, notamment les conseillers socialistes André Llanès et Daniel Benassaya, ont décelé la manœuvre. Favorables à ce que Paris dispose d'une ou plusieurs grandes équipes en première division, ils ont fait remarquer que d'importantes subventions en sont une condition nécessaire mais pas suffisante. Surtout, « là où il y a argent public, il doit y avoir contrôle public », a souligné Llanès conformément à la prise de position du P.s. en faveur des sociétés d'économie mixte sportives. De plus, les projets chiraquiens sont apparus très flous, en particulier sur l'exposé des motifs. Benassaya, de son côté, relevait qu'une discrimination allait s'établir entre les deux clubs, en faveur du Paris F.c. Par ailleurs, que dire de l'étonnement des conseillers P.s. lorsqu'on leur a parlé d'une avance remboursable de 1,5 million au Paris F.c., comme si un club dans sa situation était à même de remplir une aussi lourde obligation financière ? Enfin les élus socialistes se sont inquiétés de « la place beaucoup trop grande accordée à Europe 1 » dans cette association. Malgré toutes ces réserves, la majorité de droite du conseil de Paris a adopté le projet de Chirac.

Les récents développements viennent confirmer les alarmes des conseillers P.s. de la capitale. Bien que le Paris S.g. ait remboursé au cours des derniers mois 1,4 million sur ses 3;5 millions de déficit, R.t.l. cherche aujourd'hui à se dégager pour limiter son rôle à celui de simple promoteur publicitaire. Or, de l'aveu même de Raymond Dohet, adjoint de Chirac, le Paris S.g. ne pourra prétendre entrer dans le projet chiraquien tant que la Justice n'aura pas clarifié sa situation. On peut donc légitimement s'inquiéter du sort de ce club. D'autant plus que, tout comme le Paris F.c., ses échecs ne lui permettront certainement pas de rembourser ce qu'il doit à la ville de Paris.

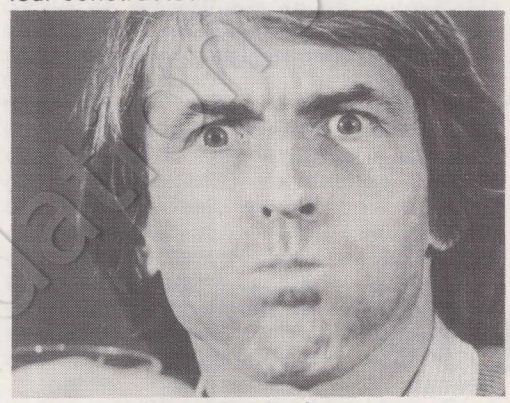
Dès lors, comment ne pas déplorer la surprenante gestion sportive de Chirac au moment où il annonce aux Parisiens qu'ils vont devoir payer 20 % de supplément pour les impôts locaux ? Et que dire de son refus du débat de fond réclamé par Llanès sur l'ensemble de la politique du sport à Paris ?

Chirac espérait que les victoires d'un grand club parisien rejailliraient sur lui. Il ne va pas être déçu lorsqu'il devra rendre des comptes à ce sujet aux électeurs de la capitale. Surtout si le Paris F.c. retombe en seconde division et que du même coup l'ensemble du projet tombe... à l'eau.

JEAN-LOUP REVERIER

Automobiles : cocorico, les belles bleues...

Jour faste pour les couleurs françaises que ce dimanche 5 février. Le doublé sans bavure réalisé par Jacques Laffite et Patrick Depailler au volant de deux Ligier JS 11 pour le grand prix du Brésil de formule 1 permet d'espérer que 1979 verra, pour la première fois, le triomphe d'un pilote français au championnat du monde des conducteurs et d'un autre de nos compatriotes pour le titre du meilleur constructeur.



Jacques Laffite sablant le champagne.

Comment expliquer les deux victoires consécutives de Laffite et de sa JS 11 aux deux premiers grands prix de l'année, tandis que Depailler se classait quatrième, puis deuxième ? Au cours de la conférence de presse qu'ils ont donnée lundi, le constructeur et ses deux pilotes ont retracé leurs neuf années de cheminement vers le succès.

Le changement de réglementation internationale sur les ailerons et les prises d'air les obligea, en 1976, à concevoir une nouvelle voiture, annulant tous leurs efforts antérieurs en aérodynamisme. En 1977, ce problème était réglé mais les moteurs Matra V 12 qui équipaient alors les Ligier cassaient à tour de rôle. L'an dernier, la monoplace péchait par ses pneumatiques, les Michelin dont elle était équipée la désavantageant face à ses concurrentes dotées de Goodyear. « Depuis janvier, explique Laffite, nous avons obtenu l'harmonie grâce à de bons pneus (Goodyear), à un bon moteur (le Ford Cosworth V 8) plus dynamique à bas régime que le Matra, ce qui permet de franchir plus vite les virages, grâce enfin à l'aérodynamisme de notre monoplace à « effet de sol » (1). De ce fait, la JS 11 est la meilleure formule 1 à l'heure actuelle ! »

Sans le service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.e.i.t.a.) qui a financé les efforts obstinés de l'écurie Ligier-Gitanes, redoublant la mise en juillet 1978 pour porter son soutien financier à plus de dix millions de francs malgré les déboires enregistrés jusqu'alors par son poulain, il n'y aurait pas eu de victoire ni même de participation possible des Ligier au championnat du monde 1979.

Il est vrai que pour contourner la loi Veil interdisant toute publicité sur le tabac, un amendement parlementaire avait été voté permettant de faire une exception en faveur de Ligier. Mais il n'est pas sûr que l'appui de S.e.i.t.a. puisse suffire à la fuite en avant que doit entreprendre Ligier pour consolider ses positions. S'il est vrai que la compétition automobile permet tout à la fois de tester des innovations, destinées à faire progresser la voiture de M. tout de monde, et de réaliser une promotion sans pareille pour la marque dont les couleurs l'emportent, pourquoi Ligier n'est-il pas soutenu par un des grands de l'automobile française ? Pourquoi cette dispersion, avec une monoplace Renault (qui semble actuellement jouer de malchance) équipée d'un moteur français et les Ligier équipées de moteurs Ford ? Pourquoi ce désaccord entre Michelin le Clermontois et Ligier l'Auvergnat, devenu porte-drapeau de Goodyear ?

Commentant l'avance prise par Ligier sur Lotus, Jean-Marie Balestre, président de la Fédération française du sport automobile, a dit : « Il n'y avait pas de raison qu'on soit plus bêtes que les Anglais ». Il reste à lui donner les moyens de maintenir la supériorité technique des bolides bleus. Par-delà la ténacité, le talent et le courage de l'équipe Ligier, cela implique sans doute une certaine rationalisation des efforts financiers et des recherches effectuées. Sans quoi, la victoire risquerait fort de n'être que de courte durée.

J.-L.R.

(1) Cette conception — dite aussi « wingcar » ou carrosserie aileron — mise au point par Colin Chapman, constructeur des Lotus, et perfectionnée par les recherches en soufflerie des ingénieurs de Ligier, aboutit à provoquer un phénomène de ventouse qui plaque le bolide sur la piste.

changer la vie politique

Radios-libres et police

Depuis près de deux ans, les Biterrois avaient la possibilité d'écouter « Radio Pomarède », de 12 à 14 heures, en fin de semaine. Cette radio libre, indépendante de toute organisation, s'est tue vendredi dernier après que le S.r.p.j. eut réussi à en localiser l'émetteur placé... dans une Renault 4. Ainsi une des dernières — mais aussi une des plus anciennes — radios libres a-t-elle été réduite au silence. Les socialistes de l'Hérault se sont émus de cette nouvelle manifestation d'intolérance d'un Pouvoir qui contrôle pourtant sans partage les grands moyens d'information. Ceux qui invoquent si souvent la violation des accords d'Helsinki à l'Est ne feraient-ils pas mieux de commencer par balayer devant leur porte ?

Solidarité socialiste

En Turquie, les municipalités de gauche se comptent sur les doigts de la main. Dayarbakir, dont le maire Mehdi Zana, fut membre du Parti ouvrier aujourd'hui interdit, est du nombre.

On imagine mal le dénuement de cette cité de 400 000 habitants : Dayarbakir capitale du Kurdistan turc, n'est pratiquement pas aidée. Résultat : ni service de nettoiement efficace, ni réseau de transports en commun. Rien.

Venant en France il y a quelques mois, Mehdi Zana rencontra Hubert Dubedout, président de la Fédération des Elus socialistes et républicains. Et depuis, la solidarité a marché bon train. La F.n.e.s.r. s'est mise en quête d'autobus et de bennes à ordures. Gratuits bien entendu. Butin de la chasse : 10 autobus et 2 bennes provenant respectivement de Nantes et de Grenoble, qu'une équipe de Kurdes vont reconduire dans leur pays, après s'être formés pour réparer ces engins en cas de besoin. Et pour les frais du voyage, 20 000 francs recueillis sou à sou... dans la communauté kurde de Paris.

Un acte de solidarité concrète, dans la tradition socialiste. A renouveler, à multiplier. Les besoins sont illimités...

Pour les détenus en Amérique latine

A l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe



les socialistes français luttent pour le respect des droits de l'homme. Ils ont déposé lors de la dernière session une proposition de résolution relative à la situation des prisonniers et des disparus politiques uruguayens. Ils joignent à ce texte la liste de 111 disparus — également en Argentine, au Paraguay et au Brésil et de 31 prisonniers politiques. Les parlementaires socialistes demandent aux Etats membres du conseil d'accorder des visas aux détenus politiques qui le souhaiteraient en vertu de l'article 168 de la constitution de l'Uruguay qui donne la possibilité à ces prisonniers de quitter le pays après avoir accompli leur peine.

Après l'exécution de trois Arméniens

La répression contre les dissidents est passée à un stade supérieur en U.r.s.s. avec l'exécution de Stepan Zatikian et de deux autres nationalistes arméniens, Zaven Bagdasarian et Yakop Stepanian. Ils ont été jugés à huis clos et passés par les armes quatre jours après que la sentence eut été communiquée à leurs familles. Ces dernières n'avaient même pas été averties de la tenue du procès. Zadikian et « ses complices » étaient accusés d'être les auteurs de l'attentat commis, le 8 janvier 1977, sur une ligne du métro de Moscou. Or les proches de Zatikian affirment qu'à cette date il ne se trouvait pas dans la capitale soviétique.

En France, ces exécutions ont ému tous les défenseurs des droits de l'homme et le secrétariat du Parti socialiste a adressé aux organisateurs du meeting de protestation qui s'est tenu à Paris, le 5 février, un message où il souligne que ce procès s'est tenu au mépris des plus élémentaires droits de la défense et au mépris des accords d'Helsinki dont l'U.r.s.s. est un des 35 signataires. Il fait également remarquer que Zatikian était membre du groupe arménien pour l'application de ces accords.



Les « superstars » de l'actualité vues, de façon irrévérencieuse, par Pym.

Etudiants juifs en U.r.s.s.

« A l'époque de l'impérialisme, le capital monopoliste juif, accroissant sans cesse sa puissance et arrachant des positions dans toutes les sphères de l'activité des principaux Etats capitalistes, s'est mis à chercher, avec persévérance, la réalisation des buts globaux définis par les dogmes du judaïsme et la doctrine du sionisme sur le « peuple élu », son rôle « messianique » et ses « droits particuliers » à des positions dominantes par rapport aux autres peuples ». Cette citation n'est pas tirée de « Mein Kampf » ou d'un discours de propagandiste de la solution finale mais d'un ouvrage que vient de publier l'Académie des Sciences de l'U.r.s.s....

L'antisémitisme « officiel » a, en effet, dangereusement tendance à croître et s'inscrit dans des chiffres comme celui du nombre des étudiants juifs : 105 800 pour l'année universitaire 1970-71, 66 900 pour l'année 1975-76. C'est ce fait et d'autres de la même gravité qu'a dénoncé le Comité de solidarité avec les étudiants juifs refusés qui avait organisé, le 23 janvier, une journée de solidarité à la Faculté de Tolbiac et à laquelle Paul Quilès, député socialiste du 13e arrondissement a apporté son soutien.

changer la vie sociale

Qui veut la mort du poids lourd ?

Les maires socialistes de la région lyonnaise ne veulent pas assister au démantèlement de Renault-Véhicule-Industriel (R.v.i.) les bras croisés. C'est pourquoi, à partir du 7 février, les murs vont se couvrir d'affiches rappelant aux habitants les faits : « Déjà 4 500 emplois supprimés dont 2 900 à Vénissieux. Plusieurs milliers d'emplois supprimés dans la région (fournisseurs, sous-traitants, etc.). Et demain ? » Les municipalités de gauche de Bron, Corbas, Feyzin, Nions, Saint-Fons, Saint-Priest, les élus socialistes de Vénissieux et de Lyon appellent les travailleurs et la population à s'opposer à la liquidation d'un pôle industriel régional.

Parallèlement, dans la région parisienne, les débrayages se poursuivent. Au centre R.v.i. de Suresnes (Hauts-de-Seine), durant toute la semaine et par roulement, il y a eu entre 500 et 800 personnes en grève. Le premier objectif des grévistes : soutenir l'action des quarante informaticiens qui bloquent les ordinateurs pour s'opposer à leur transfert à Lyon.

Les 1 800 salariés des services techniques et administratifs de Suresnes savent qu'à la fin des opérations ils resteront à peine 500. Une centaine d'entre eux sera muté à Villiers-Saint-Frédéric (Yvelines). Pour les autres, c'est Lyon ou la prime au départ (entre 15 000 et 25 000 F suivant l'ancienneté).

Robert Pontillon, sénateur-maire de Suresnes, est intervenu à la fois pour le maintien des emplois de la Saviem à Suresnes et pour obtenir de l'Etat des engagements précis nécessaires à la sauvegarde de l'industrie du poids lourd en France.

Au centre R.v.i. de Villiers, si les effectifs risquent de passer de 3 à 400 salariés, les syndicats ne cachent pas leur inquiétude quant à l'avenir. « En 1980, nous devions devenir un centre d'essais complet avec un bureau d'étude des services essais et un laboratoire, explique Dominique Trinquet représentant syndical C.f.d.t. Maintenant, on nous annonce que notre champ d'étude va être limité. A long terme, qu'est-ce que cela peut donner ? » Soucieux de prendre ces problèmes en charge, Dominique Trinquet, avec d'autres adhérents P.s. ont décidé de créer un groupe socialiste d'entreprise R.v.i.

De graves questions restent en suspens : alors que la conjoncture s'annonce favorable (+ 7 à 8 % d'augmentation prévue pour le poids lourd dans les années à venir), alors que R.v.i. possède un potentiel technique et technologique enrichit par les expériences de Berliet-Saviem et Renault, pourquoi la direction s'entête-t-elle dans des choix industriels aberrants ? « Les travailleurs, poursuit le responsable C.f.d.t., demandent la reconstruction du pôle technique parisien et la remise en place des gammes complètes des véhicules. »

D'autre part, le bureau exécutif du P.s., le 31 janvier dernier, a dénoncé le laxisme du gouvernement qui, d'une part, tolère le « dumping » pratiqué par des concurrents étrangers pour s'implanter sur les marchés français, et d'autre part, désarme les constructeurs français en maintenant pour les cars et les poids lourds les taxes les plus lourdes d'Europe.

C.a.n.s.s.m. : déshabiller Pierre pour habiller Paul

Depuis que, le 19 juillet 1978, les 550 employés de la C.a.n.s.s.m. (Caisse autonome nationale de la Sécurité sociale dans les mines) ont eu connaissance du projet de transfert de leur entreprise en province, ceux-ci n'ont cessé de développer des actions pour s'y opposer. La dernière en date, le 2 février, leur a permis de faire soutenir, devant les responsables de la Datar, les raisons de leur refus par l'ensemble des élus parisiens venus les accompagner dans leur démarche.

Ce projet fait l'unanimité contre lui : syndicats du personnel, conseil d'administration, Fédérations des syndicats de mineurs, jusques et y compris les élus de Paris de la majorité.

Pourquoi un tel projet, puisqu'il ne profiterait à personne ?

• Pas à la région d'accueil, car le statut du personnel d'une part, interdisant toute mutation, contraint le personnel à suivre l'entreprise — d'autant plus que cette décision interviendrait dans un contexte de chômage croissant à Paris — d'autre part, interdit un recrutement strictement local. En outre, la venue des familles aggraverait la situation de l'emploi sur place.

• Pas au personnel dont on bouleverserait autoritairement les conditions d'existence au mépris des libertés les plus fondamentales. De plus, une promesse de reclassement constitue une mystification car en totale contradiction avec l'objectif avoué de la politique de décentralisation du gouvernement qui est de diminuer de façon massive les emplois tertiaires en région parisienne. Dans ces conditions comment un tel transfert peut-il créer des emplois ? Ne serait-il pas plus simple de créer directement des emplois dans la région concernée plutôt que d'opérer des reclassements à Paris ?

En réalité, le gouvernement, acculé par toutes les promesses « prioritaires » d'emplois tertiaires faites aux régions, est obligé de recourir à des artifices en jouant sur un étroit volant d'entreprises qu'il déplace d'un point chaud à un autre à travers toute la France et qui constitue un écran derrière lequel il dissimule à la fois sa désastreuse politique industrielle et l'incohérence de sa politique d'aménagement du territoire, dont la Datar est devenue une vaste infirmerie de campagne.



Lou : une liquidation dans les formes...

Lou, la première affaire française de corseterie... en 1968... A l'époque, la rentabilité de cette affaire grenobloise est six fois supérieure à celle des 500 premières sociétés françaises. Elle compte jusqu'à 1 200 salariés.

Aujourd'hui 358 rescapés — dont 348 femmes — occupent leur usine. Bilan déposé, usine fermée, la vente du matériel est imminente. Le premier déclin : 1969, quand la Générale alimentaire prend le contrôle de cette affaire en achetant une majorité des actions. Mais de l'alimentation aux sous-vêtements féminins, il y a un monde. Que la direction de la Générale alimentaire n'arrive pas à franchir. Trois ans plus tard, la côte boursière de Lou s'est effondrée.

A partir de ce moment-là, les « sauveurs » vont se multiplier jusqu'à la catastrophe finale. Première liquidation judiciaire sur ordonnance du tribunal de commerce de Lyon en juillet 1975. C'est la curée. M. Bellanger qui possède déjà plusieurs usines de sous-vêtements dans les Deux-Sèvres l'emporte. Les promesses ne coûtent pas cher : il s'engage à conserver les emplois. Pour cela, il reçoit une prime des pouvoirs publics de 1,5 million de francs. En deux ans, il parvient cependant à faire descendre les effectifs de 80 personnes. Plus que 613 salariés en 1977.

L'opération de démantèlement suit son cours. Les secteurs lingerie, gaines, slips sont transférés dans les usines Bellanger. En créant Loudiffusion, le P.d.g. récupère la marque. L'entreprise grenobloise est transformée en société sous-traitante de Loudiffusion. L'opération est presque à son terme. En imposant à l'entreprise grenobloise de lui vendre à des prix inférieurs aux prix de revient réels, Bellanger finit d'étrangler les 358 salariés grenoblois.

En apprenant le dépôt de bilan, ces salariés ont réalisé à quel point on les avait roulé. Aussitôt ils ont occupé leur entreprise pour obtenir des certitudes quant à leur reclassement. Car tout de suite, Bellanger lui-même a proposé de réembaucher 150 salariés — recevra-t-il une prime pour cela ? La firme Karting aurait fait la même proposition.

Pour le moment, rien n'est confirmé. De plus, 58 travailleuses se retrouveront au chô-



François Mitterrand chez Renault

François Mitterrand s'est rendu lundi après-midi à la Régie Renault à Billancourt pour y rencontrer les travailleurs membres de la section socialiste d'entreprise.

Après avoir souligné la nécessité d'un grand groupe national de l'automobile en France et dénoncé l'impré-

voyance du gouvernement dans l'industrie automobile comme dans la sidérurgie, il a répondu à de nombreuses questions sur l'union de la gauche, le Parti communiste, le débat au sein du P.s., les relations partis-syndicats, etc. Les militants présents ont particulièrement apprécié cette visite « sur le terrain » du Premier secrétaire qui assume aussi la responsabilité du secteur entreprise du P.s.

mage. Pour la région grenobloise, c'est encore un coup dur. Les socialistes protestent contre cette pratique patronale qui consiste à empocher les primes à l'emploi sans craindre, dans un deuxième temps, de vider une région de son potentiel industriel. Les Grenoblois avaient déjà vu ce procédé employé lors de la fermeture de la biscuiterie Cemoi et de son transfert dans l'Est. Un seul espoir : le préfet de l'Isère se serait prononcé pour le maintien de Lou en Isère. Paroles, paroles, paroles.

Un transfert de trop

Dans le 16e arrondissement à Paris, les 235 salariés se battent ferme. Ils en ont plus qu'assez des restructurations multiples qu'on leur a infligées et qu'on menace de leur infliger encore. A peine rachetés par Creusot-Loire et assimilés à la Société Creusot-Loire équipement sidérurgique, voilà qu'on veut les expédier à Saint-Chamond après les avoir bercés d'illusions pendant deux ans. A l'appui de cette décision, une estimation de bilan pour 1979 catastrophique.

« Quand on a demandé à voir le bilan de 1978, explique un socialiste de l'entreprise, on a refusé de nous le communiquer. Et pour cause : l'année a été très bonne. »

Avec leurs syndicats, la C.f.d.t. (majoritaire), la C.g.t. et la C.g.c., les cadres, techniciens, dessinateurs et employés de cette société d'ingénierie ont décidé de se battre. Ils ont empêché la tenue du comité d'entreprise où on devait les mettre devant le fait accompli et après trois jours de grève, en janvier, ils ont obtenu que se réunisse un nouveau C.e. avec pour ordre du jour la discussion des problèmes posés par ce transfert.

D'un autre côté, le comité d'entreprise a engagé une action judiciaire pour obtenir des délais supplémentaires pour qu'un expert judiciaire obtienne de la direction les arguments chiffrés de cette décentralisation. La direction a répondu par une assignation en justice. « Preuve qu'elle ne veut pas qu'on mette le nez dans ses affaires », conclut ce militant P.s. Les socialistes de Paris ont apporté leur soutien aux salariés de Clesid. Pourquoi accepter de s'expatrier alors que de nouvelles modifications sont prévues pour la société dans un an ?

Création d'emplois : une propagande abusive

Tout le monde a pu apprendre par la presse, la radio et la télévision que la Sercel (Société d'étude et de recherche de construction électronique) à Carquefou (Loire-Atlantique) allait créer 62 emplois dans le cadre des mesures décidées par le gouvernement. Les sections syndicales C.f.d.t., C.g.t. et le comité d'entreprise ont constaté qu'il avait été fait grand bruit autour de cette information.

Leur version à eux est singulièrement différente de ce qu'on a voulu faire croire aux Français.

« Ces 62 emplois, expliquent-ils, s'étalent sur trois ans à compter du 1er octobre 1978, comme en fait foi le dossier déposé par l'entreprise pour appuyer sa demande de subvention. Lors de l'annonce, 39 de ces embauches étaient déjà faites. Il reste donc seulement 29 emplois nouveaux à créer en deux ans et demi ; dont 10 à 12 prévus en 1979. » « De la poudre aux yeux », commente Marcel Hougron, responsable C.f.d.t. à la Sercel et militant socialiste.

« Quand on sait, poursuivent la C.g.t. et la C.f.d.t., que l'augmentation du chiffre d'affaires de la Sercel prévu entre 1978 et 1979 est de 50 % (tandis que le bénéfice, passé de 2 millions en 1977 à 4 millions en 1978, est espéré de 8 millions en 1979), ces 62 emplois nouveaux pour un effectif de 603 personnes ne paraissent pas un effort extraordinaire justifiant un tel battage et méritant une subvention de 2 millions payés par les contribuables. »

Cet exemple concret confirme ce que les organisations C.f.d.t. et C.g.t. ont dit de l'opération du Pouvoir sur les emplois créés : une propagande à la limite de l'escroquerie.

Sécurité sociale : Madame Veil n'y va pas de main morte

« La France n'a pas de politique de la Santé, elle n'a qu'une politique de la maladie », commentait le 1er février « la Lettre de l'Unité » après l'annonce des nouvelles mesures du conseil des ministres pour la Sécurité sociale. « Depuis des années, affirme Jacques-Antoine Gau, responsable du secteur Santé pour le Parti socialiste, le P.s. dénonce l'absence totale de prévention dans notre système de soins. Le gouvernement vient une fois de plus d'imposer une réforme à la Sécurité sociale qui ne vise qu'à limiter les dépenses des malades sans se préoccuper un instant de les empêcher de tomber malade. »

Toutes les propositions faites par la ministre de la Santé, Simone Veil, sous-entendent la même chose : les Français gaspillent pour se soigner. Pour lutter contre ce « gaspillage », elle a donc mis au point toute une série de freins.

Dans les hôpitaux d'abord. Désormais, en début d'année chaque établissement aura une enveloppe de dépense fixe qu'il devra respecter. « Une mission d'assistance technique » sera mise en place sans délai pour aider les gestionnaires à ne pas dépasser leur enveloppe. D'autre part, le gouvernement veut pouvoir supprimer les lits estimés en surnombre. Jusqu'à présent, pour y arriver, il fallait moderniser et remplacer les salles communes par des chambres plus petites. Deux projets de loi fixeront ces deux mesures.

Du côté des médecins également, les contrôles vont être plus stricts. Non seulement les « profils médicaux » seront appliqués avec plus de rigueur, mais en plus, un groupe d'experts est chargé de déposer une série de propositions pour inciter les médecins à faire des ordonnances meilleur marché. Enfin, une « personnalité particulièrement compétente » étudiera par quels moyens réduire le gaspillage des médicaments. Pas une allusion, bien sûr, aux trusts pharmaceutiques qui se plaisent à changer le nom d'un médicament en lui ajoutant un peu de sucre pour pouvoir le vendre plus cher. Une commission des comptes de la Sécurité sociale présidée par la ministre de la Santé, comprenant des députés, des représentants patronaux, syndicaux, de la Sécurité sociale et de « personnalités », se réunira deux fois par an. Cette commission devrait être mise en place d'ici à un mois.

Une fois de plus, face au déficit, le gouvernement pare au plus pressé. Les grands lésés de l'affaire : le personnel hospitalier d'un côté dont le nombre risque d'être encore réduit et les malades qui vont payer plus cher de cotisation pour être soignés avec plus de parcimonie.

changer la vie quotidienne

P.s. : colloque sur l'eau

« L'eau et la société », « A qui appartient l'eau ? », « L'eau et l'Europe »... Autour de ces trois thèmes, va s'organiser le colloque sur l'eau du Parti socialiste. A Brioude, le 23 février, cette journée d'étude verra intervenir de nombreux experts, syndicalistes et techniciens européens. François Mitterrand y participera, ainsi que le ministre de l'Intérieur du Luxembourg, l'ancien ministre de l'Environnement hollandais, le haut commissaire à l'Environnement suédois.

L'habitat lié au pouvoir d'achat

La crise de l'emploi n'est pas dissociable des problèmes de logements. La C.n.l. (Confédération nationale du logement) veut en faire la démonstration en s'inquiétant de la situation en Lorraine et dans le Valenciennois. Elle organise ainsi une journée d'action le 14 février.

Des délégations venues des départements touchés par la crise de la sidérurgie se rendront chez le Premier ministre et au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie qui a maintenant la charge des questions de logement. Elles demanderont que des mesures d'urgence soient mises en place dans ces régions. Subvention aux organismes propriétaires à caractère social pour leur permettre de ne pas augmenter les loyers ; attribution d'une prime mensuelle exceptionnelle qui permette de faire face à la dépense logement des chômeurs ; moratoire pour les dettes de logement. « Plus que jamais la question de l'habitat est liée au pouvoir d'achat. Nous voulons montrer comment ces problèmes peuvent s'insérer dans les grandes luttes sociales : ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la politique sociale du gouvernement » conclut Claude Massu, président de la C.n.l.

Nos enfants voient l'avenir en rose

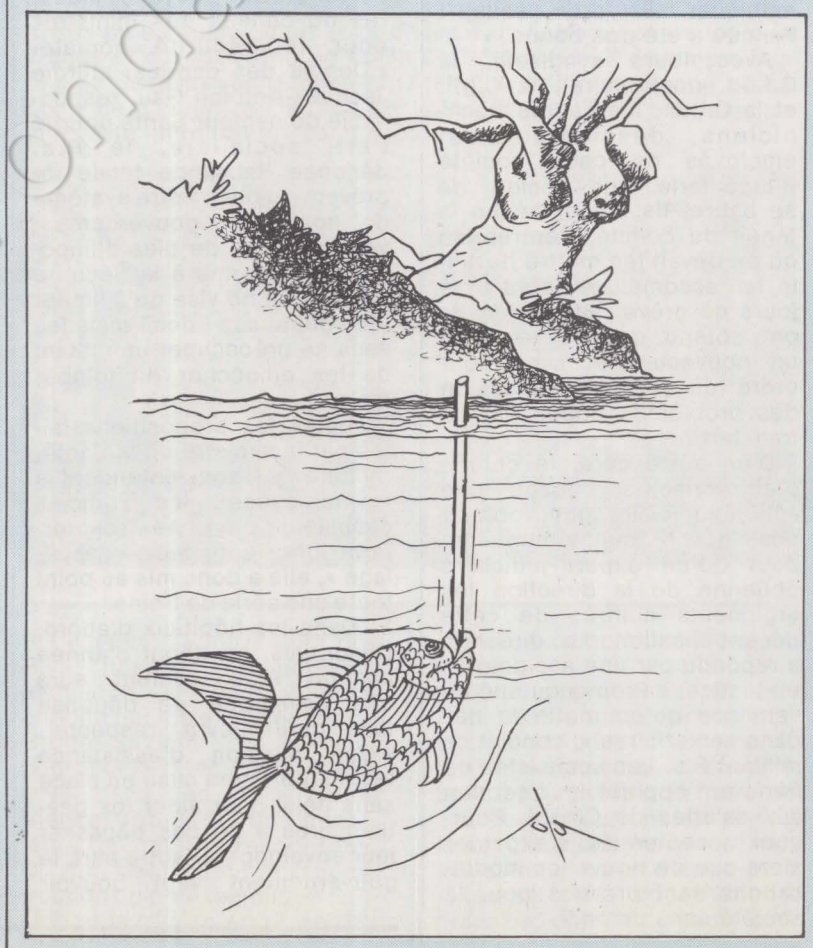
Les adultes ont peur de l'an 2000. Mais les enfants ? Cent cinquante dessins sont actuellement exposés (jusqu'au 14 mars à la galerie de l'esplanade de la Défense, en province ensuite). Des dessins pas angoissés pour deux ronds. Verdure et merveilles de la technique : nos enfants ont rêvé un an 2 000 idyllique. Ils veulent la disparition des maladies, la suppression des frontières et l'amour universel entre les hommes.

C'est la rame à la R.a.t.p.

La R.a.t.p. poursuit son extension à un train de sénateur. 1978 n'aura pas été une année de grands bouleversements : rien à signaler, si ce n'est que la circulation des autobus s'est encore dégradée. Pour 1979, le métro va se prolonger en banlieue. Mais au ralenti. La consigne du côté du gouvernement est formelle : le minimum d'investissements peu rentables. Le programme d'interconnexion avec le R.e.r. et le réseau ferroviaire a lui aussi subi un sérieux coup d'arrêt. Au total, les investissements de la Régie augmenteront cette année de 6,5 %. Pas de quoi pavoiser. C'est surtout le matériel roulant, déjà très vétuste sur certaines lignes, en particulier la ligne de Sceaux, qui devra attendre sa modernisation.

Délit de pollution

Trois P.d.g. viennent d'être inculpés pour « pollution des eaux de la mer ». Leurs usines (Thann et Mulhouse, au Havre, Azote-Produits chimiques et Rhône-Poulenc à Rouen) rejettent en effet les trop fameuses « boues rouges » (ou jaunes) dont se plaignent marins-pêcheurs et écologistes. Mais ces inculpations ne sont qu'un coup d'épée dans l'eau : les industriels ne risquent que de faibles amendes (sans rapport avec les profits réalisés grâce à leurs activités polluantes). Et dans le même temps, le taux de redevance versé régulièrement au titre de la pollution par ces mêmes industriels à l'Agence financière de bassin a diminué de 40 % ! Rien d'étonnant alors si ces délinquants en complet veston ont bien l'intention de récidiver en toute tranquillité.



Un projet qui ressort des cartons

Nogent-sur-Seine vit à nouveau dans le remue-ménage provoqué par le projet de centrale nucléaire : deux réacteurs de 1 300 MW et leur tour de refroidissement (voir « l'Unité » n° 191). Après deux ans de polémiques, deux ans de stagnation électorale, le projet est ressorti des cartons. Il est en ce moment confronté à l'enquête d'utilité publique ; jusqu'au 29 mars. E.d.f. a mis à profit les deux dernières années pour réaliser une étude d'impact. Ce qui n'empêche pas les associations locales et les écologistes de s'opposer fermement au projet. Ils organisent les prochaines assises nucléaires les 2 et 3 mars près de Troyes. Ils invitent des scientifiques antinucléaires à faire campagne. Et ils demandent que l'enquête soit étendue au-delà des cinq kilomètres autour de la centrale jusqu'à toucher huit départements de la région parisienne.

On licencie sans recours au Bon Secours

Clinique Notre-Dame du Bon Secours dans le 14e arrondissement à Paris : un nom à vous donner le Bon Dieu sans confession.

Les cinq sages-femmes de cette clinique ont appris, à leurs dépens, qu'il ne fallait pas s'y fier. Parce que cet établissement à but non lucratif a signé un accord avec l'Assistance publique, la direction a décidé, sans préavis, de leur diminuer leur salaire. Depuis janvier 1978, elles perdent en moyenne, 1 500 F chaque mois. Malgré leurs années d'ancienneté, elles se retrouvent avec les salaires de base pratiqués dans l'Assistance publique.

Furieuses de se voir, en toute illégalité, supprimer une partie de leur salaire, elles ont engagé un procès contre la direction. Méandres de la justice ? Tiédeur de leur avocat ? Elles se voient déboutées. Sans se démonter, elles font appel et parlent de consulter la C.f.d.t. En janvier, parce qu'elles ont « perturbé le service », leur chef les a appelées pour leur signaler leur licenciement. Alertée, Edwige Avice, député socialiste du 14e arrondissement les a tout de suite assurées de son soutien.

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

Demande d'emploi

Praticien expérimenté cherche poste directeur général société d'économie mixte aménagement construction, région indifférente.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009) qui transmettra.

Titulaire D.e.a.m. cherche place secrétaire général (de 2 000 à 5 000 habitants), préférence Midi. Libre septembre.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), ou tél. (65) 44-01-03, après 20 heures.

A Guise (Aisne)

Bal de la rose organisé par la section P.s. de la ville

le 24 février 1979

Animation de 21 heures à 2 heures du matin

Offres d'emploi

La ville de Saint-Etienne recrute pour son service des Affaires économiques un cadre ayant formation économique et technique.

Renseignements à la mairie de Saint-Etienne, direction du personnel 42007 Saint-Etienne Cedex.

Association Tourisme social recrute responsable animation. Volonté s'intégrer à équipe militante sur projet d'insertion village de vacances (500 lits) à son environnement.

S'adresser au journal (12, cité Malesherbes 75009) qui transmettra.

Ville de Beynes (Yvelines), très belle région ouest à 40 km de Paris — près de 10 000 habitants —, recrute d'urgence un adjoint technique confirmé (7e ou 8e échelon — indice 358/377). Logement F3 assuré dans résidence calme.

Ecrire à M. le Premier Adjoint chargé du personnel, 78650 Beynes.

La ville de Franconville (Val-d'Oise) recrute un photographe.

Adresser candidature et C.v. à Mme le Maire, 95130 Franconville.

Immobilier

Vends Lille (59) deux F3 libres dix minutes centre. Intéressants.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes 75009) qui transmettra.

Réservez-nous vos petites annonces

Vous avez les meilleures chances de trouver ce que vous cherchez. Et c'est une façon efficace d'aider votre journal.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins.
Gilberte Muller. Véronique Neiertz.
Francis Pisani. Emmanuèle Pias.
Jean-Loup Reverier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno.
Antoine Violet. Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73.
Coordination : Offres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

Au risque de vous plaire

livres

Une sélection de Gilbert Sans

Sourires garantis, entre la science-fiction et l'érotisme, Flash Gordon repensé et restitué par ce haut destructeur des Humanoïdes associés.

**** Guide de la bande dessinée 1979 (Editions Horus).***

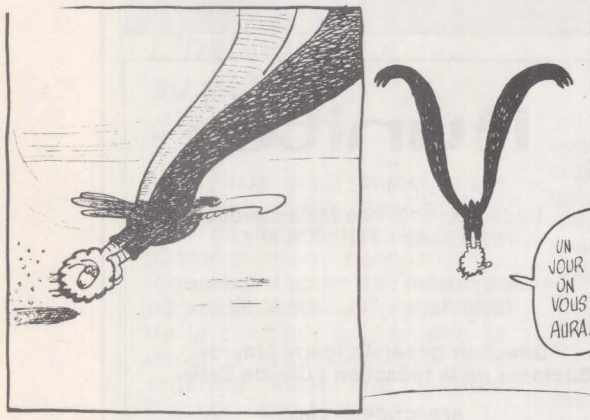
2 500 références, 2 400 photos !



L'échiquier cubique.



Boule et Bill





Le baron noir.



**** « Andy Gang » et « 1996 » de Chantal Montellier (les Humanoïdes associés).***

Prototype de la « B.d. d'intervention », expression d'une certaine réalité quotidienne, « Andy Gang » a été publié durant deux ans dans « Ah ! Nana », revue entièrement réalisée par des femmes et récemment interdite par la censure. « 1996 » — entre Kafka et Orwell, dit la préface, loin des « Mickey » — histoire assez déshumanisée qui fait un peu froid dans le dos... des U.s.a.

**** « Les Ethiopiques » par Hugo Pratt (Casterman).***

Vraisemblablement un des meilleurs albums de l'année, facilement déchiffrable et parlant d'abord à l'œil. Avec le « célèbre héros » Corto Maltese. Rappelons également, du même auteur, « la Macumba du gringo » (Dargaud).

**** « Le Baron noir » de Got et Petillon (Editions Got).***

Dissimulation, allégorie et humour par en-dessous de la meilleure série journalière française. Donne à un quotidien bien parisien ce qu'il a de meilleur.

**** « Un grand silence frisé », par F'Murr (chez Dargaud).***

Quatrième album du fameux « Génie des Alpages ». A ne manquer sous aucun prétexte.

**** « Délation mon amour » de Piotr (Maspero).***

Le trait est sûr, sans surprise mais d'une qualité régulière. Une esquisse de la société (libérale avancée) de violence, de légitime défense et de délation.

**** « Et patati, et patata » et « Fantaisies solitaires » par Alexis (Editions Audie, Dargaud et Fluide glacial).***

Par un dessinateur trop tôt disparu. Une production créative extrêmement foisonnante, pleine d'audace et d'autodérision.

**** « Menace diabolique » de Denis Sire (les Humanoïdes associés).***

Pour les fanas, les maniaques des souvenirs et les collectionneurs.

**** « L'Aventure des Vikings », « Marco Polo », « Christophe Colomb » de Guido Buzzelli (Larousse).***

Une découverte de l'histoire et du monde en B.d. par l'un des meilleurs dessinateurs de la période. C'est juste et aussi instructif. Du même auteur voir également (mais aux Humanoïdes associés), l'univers fantastique de son dernier album titré « H.P. », un anarchisme libérateur d'une extrême qualité graphique.

**** « Catherine saute au PAF ! » par Cabu (Editions du Square).***

Prix des phallocrates... décerné par l'auteur lui-même. « Mon premier était propriétaire, mon deuxième était curé, mon troisième était militaire... » Qui ne connaît pas encore le Cabu justicier de « Charlie-Hebdo ? ».

**** « A l'Est de Karakalak » et « le Guerrier » de Daniel Ceppi (les Humanoïdes Associés).***

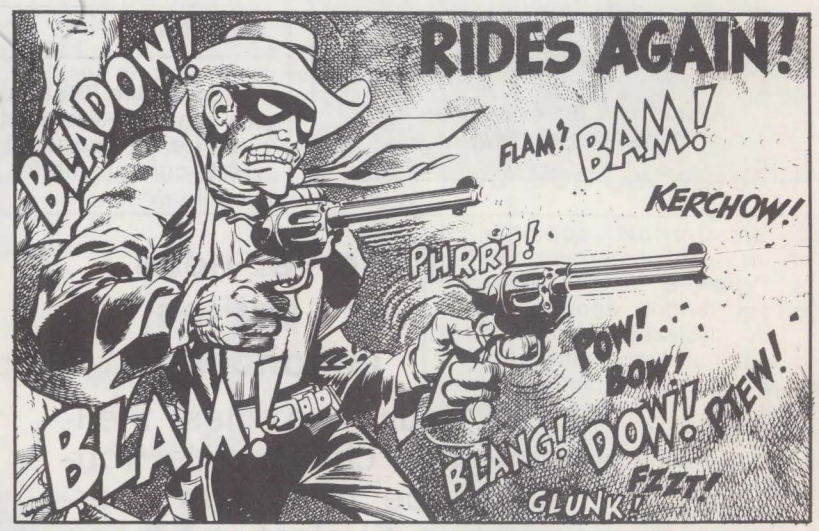
Excellents scénarios, pour deux bandes où affleurent les contradictions de notre temps. Une orgie de paranoïa policière, d'espionnage, de maffia et d'usine atomique. Pour adolescents et adultes.

**** « Bill, nom d'un chien » de Roba (Editions Dupuis).***

Pour rire. L'un des « personnages » les plus populaires et les plus fidèles de « Spirou » (20 ans !). Voici son dernier et quinzième album qui permettra sans nul doute à Boule et Bill d'atteindre prochainement les 2 millions d'exemplaires, après avoir été traduits (entre autres) en turc et en japonais.

**** « La Course du rat » par Lauzier (Dargaud).***

Les jeunes cadres — et leur malaise socio-culturel — en prendront pour leur grade. Plus vrai et moins autocomplaisant que Brétecher, telle s'annonce l'œuvre la plus achevée d'un grand créateur de B.d.



Les années folles de Mad.

et de Solo

**** Raymond Maric et Pierre Frisano : Zorro (M.c.l.).***

Un dessin rigide et dur tracé par une main habile. Des pages composées avec maestria illustrent un thème célèbre où tous les protagonistes, bien que familiers, semble renouvelés. Zorro, un héros dont l'initiale reste gravée... dans l'œil du lecteur.

**** Raymond Poïvet : l'Echiquier cubique (Glénat).***

Avec un dessin dont la force graphique impose le mouvement Poïvet reste inégalé. Qu'il manie le feutre épais ou le pinceau il est le maître de l'esquisse achevée. Le voici de plus scénariste. Résultat, une réussite parfaite dans un univers à six dimensions. Un modèle du genre.

**** Dino Battaglia d'après Charles de Coster : Thyl l'espiègle (M.c.l.).***

Une remarquable adaptation en B.d. d'une œuvre populaire. Un dessin de qualité mais une féerie de couleur pastel où dansent les bleus et les beiges, où scintillent les espaces blancs. Une belle impression pour grands et petits.

**** Harvey Kurtzman : les Années folles de Mad (Editions du Fromage).***

Pas de cadeau. Personne n'est épargné et surtout pas les héros de B.d. La satire frappe et détruit. C'est de la parodie à l'état pur magistralement mise en image par les meilleurs crayons américains. Mad c'est fou, fou, fou.

**** Dimitri : le Goulag (Editions du Square).***

La plus belle réussite d'un dessinateur dont l'humour réaliste se traduit avec un accent russe qui déclenche le rire à coup sûr.

à ne pas manquer

Enfantimages

Les Editions Gallimard viennent incontestablement de faire un superbe cadeau à tous les enfants de France : la nouvelle collection « Enfantimages ». Elle a toutes les qualités : les albums sont beaux et solides, d'une dimension (20 cm x 14,5) qui les rend peu encombrants dans les mains des apprentis lecteurs ; les illustrations sont toujours réussies, frisent parfois le chef-d'œuvre. Surtout, grâce à cette série de livres, à peine l'enfant sait-il déchiffrer les phrases qu'il peut entrer de plain-pied en littérature. Car tous les auteurs de la collection sont de grands écrivains.

On peut en juger par les douze premiers titres parus : « la Petite Fille aux allumettes », d'Andersen, « La poule a trouvé un clairon », de Daniel Boulanger, « la Ménagerie de Tristan », de Robert Desnos, « le Petit Garçon », de Jean Giono, « le Chat et le diable », de James Joyce, « les Sept Familles du lac Piccle-Popple », d'Edward Lear, « Voyage au pays des arbres », de Jean-Marie Le Clézio, « Guignol », de Jacques Prévert, « Devinez l'alphabet », de Stahl, « Il était une fois, deux fois, trois fois... », de Jean Tardieu, « Babine le Sot, de Léon Tolstoï, et « Histoire du petit Stephen Girard », de Mark Twain.

Les prochains volumes, annoncés pour ce mois de février, ne dépareilleront pas l'ensemble : « Un bon petit lion », d'Ernest Hemingway, « Six à qui rien ne résiste », de Grimm, et « Pourquoi le marchand de sable ne passe jamais », de Robert Sabatier. Oui, vraiment, de très grands livres pour les petits.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

« Babine le Sot », dessin de Claude Lapointe.

« La poule a trouvé un clairon », dessin de Daniel Bour.



Un Festival de ballets pour enfants

Alors que les enfants sont peu gâtés en matière de manifestations culturelles, à moins de devoir s'aligner sur les normes des adultes, on félicitera le Carré Silvia Montfort qui a l'heureuse idée d'organiser un Festival de ballets pour enfants, le premier du genre, se déroulant du 7 février au 18 mars.

Du 7 au 11 février le Scapino d'Amsterdam ouvre le feu, relayé du 13 au 18 par le Théâtre d'Images de François Guilbard (France), suivi par la Compagnie de danse Entre-Six du Québec (21-25 février). Les dates ne sont pas encore précisées pour le Ballet-Théâtre Kodia (Afrique noire) tandis que les Ballets Ethery Pagalla (France) fermeraient la danse. Pensez-y pour vos chers petits, notamment au cours des vacances de Mardi Gras, les programmes sont variés et laissent prévoir de bons moments si l'on s'en tient aux notices des organisateurs.

(En semaine, spectacles à 14 h 30, plus 16 h pour les samedis-dimanches. Théâtre du Jardin d'Acclimatation - Métro Sablons - Tél. réservations : 745-31-43.)

C. G.

musique

Une sélection de Claude Glayman

**** Jean-Sébastien Bach : Le clavecin bien tempéré. Zuzana Ruzickova. Un coffret 4 disques Erato, ERA 9030/1/2/3.***

Même si le recueil fait parfois appel à des pièces disparates tandis que d'autres semblent faire antichambre à des arias de cantates ou de passions, il atteint une vérité exceptionnelle qui symbolise ce chef-d'œuvre absolu. Avec sa majesté, son insatiable invention, sa respiration particulière, ses audaces qui préfigurent les siècles à venir et son sens transcendantal, le « clavecin bien tempéré » assume le mystère du couple prélude-fugue pour l'éternité de la musique.

**** Jean-Sébastien Bach : Les grandes cantates. Direction Helmuth Rilling. Un coffret 3 disques Erato, STU 71185.***

Cantates. Direction Karl Richter. Un coffret 6 disques Archiv Produktion, GLP 2722 028.

Le deuxième coffret contient les cantates comprises entre le 6e et le 17e dimanche après la Trinité. Climat tendu pour la 7e, dramatisme de la 9e symbolisant l'homme et le mal (comme dans le Requiem de Mozart), nudité de la condition dans la 13e, lyrisme à l'Opéra dans la 16e, etc. Peter Schreir exceptionnel ténor pour la souffrance et le narratif. L'ensemble Erato ne comprend que quelques très grandes cantates dont certaines enregistrées pour la première fois. Elles m'ont paru peut-être moins irréprochablement chantées que chez Archiv mais avec une ferveur et une humanité plus proches de nos préoccupations sinon quotidiennes du moins terrestres.

**** Andres Segovia : Récital Jean-Sébastien Bach, Isaac Albeniz, Fernando Sor, José Monoz Molleda. Un disque IPG 7617.***

Jean-Sébastien Bach et divers musiciens espagnols par le maître Andres Segovia, le restaurateur de la guitare classique, pour laquelle on écrira de nouveau, à la suite d'un mémorable concert classique donnée en 1923 à Paris.

**** François Roberday : Fugues et caprices. Michel Chapuis (orgues). Un disque Harmonia Mundi HM 530.***

Orgue flûté si l'on peut dire. Jeux et caprices emprunts de fraîcheur, d'humour, d'invention avec ce quelque chose de la cristallisation propre à la musique française.

**** Heinrich Schutz et Claudio Monteverdi : Motets nos 4-8 (Quid Commisisti) - Lagrime d'amante. Schütz Choir of London, direction Roger Norrington. Un disque Argo ZRG 847.***



Zuzana Ruzickova.

De Schütz à retenir surtout le motet nº 8. Intensité admirable que celle du Lagrime d'amante créé en 1614 lorsque Monteverdi séjourne à Venise.

**** Giovanni Palestrina : Missa « Tu es Petrus » — Trois motets. Tölzer Knabenchor, direction Gerhard Schmidt-Gaden. Un disque Harmonia Mundi 065-99685.***

Pureté de l'Agnus Dei « Tu es Petrus » mais surtout on admirera la modulation vivante et contrastée des motets où sont déposés parallèlement des sentiments de pureté et de naïveté.

**** Marin Marais, Jean-Henry d'Anglebert, Antoine Forqueray : Musique française. Gustav Leonhardt, Sigiswald Kuijken (violon), Wieland Kuijken (viole de gambe). Un disque Harmonia Mundi HM 20346.***

Marais, l'un des grands de la viole de gambe apprise à la fin du XVIIe siècle auprès du célèbre Saint-Colombe et de Lully. Entrain et nostalgie. Forqueray plus récent imitateur du violon des Italiens.



Jean-Sébastien Bach, vu par Solo.

**** Luigi Boccherini : Quatuors opus 39, Opus 1 et Quartettino opus 44, par le Quatuor à cordes Jean-Noël Mollard, un disque Arion, ARN 38455. « La Maison du diable », orchestre de l'Angelicum de Milan, direction Umberto Cattini. Un disque Harmonia Mundi HM 511.***

Boccherini (1743-1805) n'écrivit pas moins de 42 trios, 91 quatuors, 155 quintettes. Contemporain de Haydn mais Latin ayant vécu en Espagne. Le quatuor Mollard, attaché à la ville de Pau, reprend avec bonheur ces œuvres rares. « La Maison du diable » se termine sur la même musique que Glück.

**** Gaspard Le Roux : Suite pour deux clavecins. William Christie et Arthur Haas. Un disque Harmonia Mundi HM 399.***

Dans le jeu, nouveau pour l'époque, à deux clavecins on découvre une ampleur, une ambition qui donnent à ce discours plus qu'une nuance de bonheur agréable. La cumulation des sonorités jointe à la grâce et à la tendresse pourrait rivaliser avec les sonnets.

**** Granados : Goyescas Alicia de Larrocha (piano). Deux disques Erato, DUE 20334.***

**** Isaac Albeniz : Iberia. Alicia de Larrocha (piano). Un album deux disques, Erato, DUE 20236.***

Albeniz sonne plus moderne que Granados plus romantique. Ce piano espagnol enserre tout un univers où Alicia de Larrocha fait merveille. Charme d'un phrasé énergique et subtil (à comparer à la lenteur de Marylène Dosse dans Granados disques Vox). L'achat s'impose d'autant plus que chacun de ces deux albums de deux disques est vendu au prix d'un.

télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

Vendredi 9 février : soirée meurtrière.

Le polar à l'honneur sur Antenne 2 à 21 h 40. Bernard Pivot interroge les auteurs d'une certaine littérature policière : « Qui a tué ? ». Sur la sellette ce soir, le tandem Boileau-Narcejac (bien connu de nos lecteurs), A.d.g. alias Alain Fournier, Jean-Patrick Manchette, Léo Mallet, Serge Montigny et Catherine Harley. Mais n'oublions pas pour autant les géants du roman noir : Agatha Christie, Raymond Chandler, Patricia Highsmith, Edgar Poë, Conan Doyle, Gaston Leroux, etc. Soirée pleine de suspenses, espérons-le.

La série continue à 23 h au Ciné-Club : « la Mort du bûcheron », un film canadien de Gilles Carle avec une Marie Chapdelaine, mythe culturel, face aux réalités et aux conflits canadiens. Aussi une conquête de la liberté féminine.

Un « Nouveau vendredi » sur la résistance en Allemagne, à 20 h 30, sur F.r. 3. Un attentat manqué aurait pu tout changer. Un document exclusif sur la répression qui s'ensuivit.

Samedi 10 février : l'enquête continue.



Ugo Tognazzi.

Suivons une piste sur Antenne 2 à 20 h 40, en compagnie du commissaire Maigret, Jean Richard. Georges Simenon est à l'honneur.

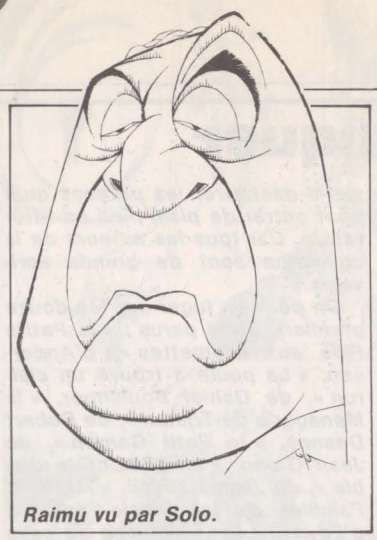
Amoureux des quiproquos, Georges Feydeau vous gâte à 20 h 30 sur F.r. 3 en compagnie de Bernard Blier, dans « Feu, la mère de madame. »

Dimanche 11 février : un déluge de cinéma.

Dans un de ses meilleurs rôles, Humphrey Bogart dans « Ouragan sur le Caine », à 20 h 30, sur T.f. 1.

Deuxième volet de « la Terre de la grande promesse » d'Andrzej Wajda, réalisateur polonais, à 20 h 30 sur Antenne 2. A la fin du XIXe siècle, la montée du capitalisme en Pologne n'empêche pas l'organisation ouvrière de se renforcer. Un grand moment du cinéma social.

A 22 h 15, rendez-vous au Prado avec un grand peintre : Diego Velasquez.



Raimu vu par Solo.

Trois heures trente pour les cinéphiles de F.r. 3 à partir de 21 h 40. Jean Rochefort raconte Jean Renoir et les années 30 dans l'encyclopédie de Claude-Jean Philippe. A 22 h 10, Anne Andreu invite des écrivains tentés par le cinéma puis, pour les irréductibles, le cinéma de minuit à 22 h 40. Ce soir un chef-d'œuvre de Michelangelo Antonioni : « la Nuit », avec Marcello Mastroianni et Jeanne Moreau.

Lundi 12 février : encore une énigme.

Une autre enquête sur T.f. 1 à 20 h 30, celle du mystère qui plane autour du Saint Suaire de Turin, Gabrielle Rolin vous en parle ci-dessous.

Suit à 22 h 30 une grande exposition : 5 000 ans d'art en Inde. Un panorama étonnant à découvrir.

Une rediffusion bienvenue que celle de la trilogie de Marcel Pagnol. F.r. 3 à 20 h 30 passe « Marius », la première partie... de cartes célèbre. Qui ne la connaît pas... par cœur ?

Mardi 13 février : n'oublions pas.

« Des paysans », deuxième partie sur T.f. 1 à 20 h 30. Ce soir « le Pain ». Les mérites de la campagne, tant vantés, ne sont-ils que des rêves ?

On en parle beaucoup Outre-Rhin, venu d'Amérique « Holocauste » nous parvient et débute à 20 h 30. Voir l'article de Gabrielle Rolin dans le numéro 324.

Mercredi 14 février : manipulations.

« Un fils pour l'automne » à 20 h 30 sur T.f. 1. A l'automne de sa vie, un homme choisit d'aimer un enfant. Une dramatique de Jean-Pierre Marchand.

« Nous voulons des colonels » sur F.r. 3 à 20 h 30. Une satire politique, de Mario Monicelli, avec Ugo Tognazzi, habitué de nos soirées, qui incarne ici un député fomentant un coup d'Etat qui se révèle « foireux », mais pas pour tout le monde.

Jeudi 15 février : avant de rallier votre lit...

Un panache blanc se pointe à l'horizon de T.f. 1 à 20 h 30, celui du roi qui vient du sud (deuxième épisode).

« La Moutarde me monte au nez » 21 h 10 sur Antenne 2. Une prolifération de gags, Jane Birkin et un séducteur malgré lui, Pierre Richard. Mélangez le tout, faites servir par Claude Zidi, vous passerez une soirée divertissante sans prétention.

Enquête sur un linceul

Les savants se penchent sur une enigme vieille de deux siècles et y perdent leur latin

On sait que saint Thomas, patron des matérialistes, ne se convertit au christianisme qu'après avoir enfoncé les doigts dans les plaies du Seigneur. Une telle expérience n'étant plus possible aujourd'hui, les savants ont interrogé une des dernières pièces à conviction d'un meurtre commis voici deux mille ans : le Saint Suaire où fut enveloppée la victime. Ce linceul se trouve dans la cathédrale de Turin qui l'expose, en moyenne, quatre fois par siècle. Mais on l'a filmé, analysé, interrogé, dans l'espoir de lui arracher son secret. Et voici le fruit de cette enquête livré aux téléspectateurs (T.f. 1 le 12 février à 20 h 35). S'il n'y a pas de quoi tomber à genoux devant le petit écran, en poussant le cri de Polyeucte : « Je vois, je sais, je crois ! Je suis désabusé », avouons que les indices relevés, les questions posées laisseront perplexes les plus obstinés sceptiques.

D'abord, d'où vient-il, ce suaire ? De la famille royale de Savoie qui le reçut, elle-même, vers la fin du XVe siècle, de nobliaux champenois, les Charny, lesquels auraient ramené cette relique des croisades. Origine suspecte, comme celle des trop nombreux clous et morceaux de la croix que fabriquaient les faussaires de l'époque. Aussi jusqu'en 1898, seuls les fidèles les plus crédules tinrent pour authentiques ces quatres mètres de toile de lin. C'est alors qu'un premier phénomène se manifesta. Un avocat, photographe amateur, fut autorisé à photographier la prestigieuse image imprimée sur l'étoffe. Développant sa plaque, il constata que l'ombre et la lumière se trouvaient inversées. Le visage du Christ sur la toile était un négatif. Toutes les expériences successives viendront confirmer cette troublante découverte. Comment pareille image aurait-elle pu être fabriquée à la fin du Moyen Age ? Et dans quel but puisque, la photographie n'existant pas, cette prouesse serait passée inaperçue ?

Mais il y a mieux. La netteté des empreintes qui marquent le suaire a permis à un médecin légiste américain de pratiquer une autopsie. A partir des traces de sang, il décrit minutieusement le supplice d'un homme de trente à trente-cinq ans, mesurant 1,76 m, pesant 78 kg, qui fut fouetté, coiffé d'épines et crucifié. Libre à nous d'en faire un dieu. Est-il mort en Palestine ? Oui, répond un botaniste suisse qui a examiné au microscope les pollens prélevés sur le linceul. Il en recense huit espèces provenant de plantes qui poussent en Asie mineure et l'une d'entre elles n'existe qu'en Palestine. Imagine-t-on des escrocs promenant un faux suaire par monts et par vaux pour l'imprégner de poussières « d'origine » ?

Enfin, un physicien et un ingénieur de l'armée de l'Air américaine ont filmé la relique avec une caméra analogue à celle qui servit pour la planète Mars et soumis les signaux reçus à un analyseur d'images capable d'en retransmettre les reliefs sur l'écran. L'expérience nous livre la position exacte du crucifié, mais l'analyse des pigments débouche sur le mystère. Ils ne sont pas de nature organique. Le dessin semblerait dû à « une brève libération d'énergie brûlant le tissu durant quelques fractions de seconde ».

Qu'en conclure ? Ce que vous voudrez. Au génie d'un ancien faussaire ou à la vérité des Evangiles. Pour sa part, la science déclare forfait. Elle se contente de relever des indices qui se retournent contre elle et l'invitent à se faire hara-kiri en admettant son impuissance face au miracle. Peut-être les rationalistes lui reprocheront-ils de capituler un peu vite.

On déplorera davantage encore les reconstitutions de supplice qui l'illustrent. Est-ce pour rallier les cochons de voyeurs qu'on leur présente un infortuné figurant barbouillé de ketchup ? Pour nous convaincre qu'une crucifixion n'est pas une partie de plaisir ? On s'en doutait. Ce qui nous fascine, c'est la filature entreprise par les sommités scientifiques en quête d'une certitude qui se dérobe. « L'âge des lumières a détruit la foi », disait Koestler. L'ère électronique nous y ramènerait-elle ?

GABRIELLE ROLIN

changer la vie culturelle

Crayons de tous les pays

Des dessins de l'Est et de l'Ouest : ils sont rassemblés à Créteil jusqu'au 27 février, à l'occasion du premier Festival international du dessin d'actualité, organisé par le Club de Créteil et la coopérative d'édition du Champ du possible. Les dessinateurs étrangers viennent de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, d'Argentine, d'Italie, etc. Les Français sont connus de tous : Barbe, Barrigue, Bellenger, Brizemur, Cabrol, Cabu, Cagnat, Coureuil, Démoulin, Deran, Gébé, Ghertman, Honoré, Kerleroux, Lacroux, Mesny, Piem, Plantu, Pym, Raby, Reiser, Schatzberg, Solé, Solo, Wiaz, Willem et Wolinski. Petit jeu : neuf d'entre eux collaborent à « l'Unité » ; lesquels ? Si vous ne trouvez pas, allez chercher la réponse sur le lieu même de l'exposition : à la M.j.c. de la rue Charpy, à Créteil.

J.-P.L.

Jazz : le retour des « vieux »

Dizzy Gillespie parmi nous — et ce sera le cas avec son quartette le samedi 10, grâce à une série de « minuits de l'Olympia » qui amènera ensuite le ténor Johnny Griffin le 17 — c'est toujours un événement. Ce vieux ? Mais oui. Qu'on l'écoute dans son dernier disque paru en France, « Jazz maturity » (Pablo 2310-816) où, avec son compère trompettiste Roy Eldridge, il remodelait quelques succès des autres comme « A-train » (Ellington) ou « Sleepy time down South » (Armstrong) : c'est fréquent qu'une bonne surprise nous attende au tournant de la trompette coudée de Gillespie.

S.R.

France-musique : aussi populaire que la bicyclette

Dans sa livraison de février, le mensuel « Diapason » fournit des chiffres intéressants sur les auditeurs de « France-Musique ». Jugez plutôt : 7 290 000 Français l'ont une fois au moins écouté en 1978 et 3 600 000 au moins une fois par semaine. Des milliers d'automobilistes sont équipés en modulation de fréquence, tandis que 7 400 000 récepteurs fonctionnent dans les foyers. 48 % des auditeurs sont des hommes et 52 % des femmes, 19 % ont entre 15 et 24 ans, 24 % entre 25 et 34 ans, 27 % entre 35 et 49 ans, 30 % des auditeurs ont plus de 50 ans ; 21 % des auditeurs résident dans des communes de moins de 20 000 habitants, 79 % dans celles de plus de 20 000. Faut-il être privilégié, doué pour écouter de la musique ? 13 % des auditeurs sont cadres supérieurs, 16 % cadres moyens, la majorité, 71 % sont des ouvriers, agriculteurs, petits patrons, employés, inactifs.

Pour ceux qui douteraient de l'impact populaire de la musique ont doit encore ajouter qu'un des cadeaux le plus fréquemment offerts est, avec la bicyclette, le récepteur radio équipé pour la modulation de fréquence.

CLAUDE GLAYMAN

LE LIVRE DE LA SEMAINE

La petite souris de la nostalgie



Les éditeurs ont trouvé une mine d'or ces dernières années : ils prennent dans le vivier des célébrités une des têtes du moment ; ils lui mettent un magnétophone sous le nez et un journaliste de l'autre côté de la table. Ce qui donne un « livre d'interview » : une bouillie plus ou moins travaillée, vaguement réécrite. J'en connais qui ne vivent que de cela et fument de gros cigares : ces croque-morts font commerce de la vie et du talent des autres. Et les plus requins d'entre eux jettent le bouchon assez loin : ils « oublient » tout bonnement de mentionner l'existence et le nom de l'interviewer sur la couverture du livre. Et Dupont, vous ou moi croyons ainsi acheter la dernière ou la première œuvre de l'illustre Durand !

Sollicitée pour se livrer à cette gymnastique un peu particulière, Christiane Rochefort s'est refusée à prêter son nom pour ce tour de passe-passe. Son titre annonce clairement à quel type de commande elle a eu à faire : « Ma vie revue et corrigée par l'auteur, à partir d'entretiens avec Maurice Chavardès » (Stock). Mais, en même temps, il pèse une tonne d'ironie, ce titre : les 256 questions posées par Maurice Chavardès ne figurent qu'en annexe, sans que la moindre réponse y ait été adjointe ; de simples numéros renvoient à des pages de l'ouvrage où le problème soulevé a peut-être été traité...

En fait, il ne reste plus rien du « livre parlé » attendu par l'éditeur. Balayé ! Envolé ! Christiane Rochefort a pris son stylo, oublié le magnétophone et laissé sa main partir à la dérive. Un long patchwork poétique nous est offert. Aucun ordre, aucune chronologie. Seulement des pulsions, des saillies de mots, de textes et de dessins, où surgissent des rêves et des colères, une montagne de tendresse et la petite souris de la nostalgie. C'est drôle, insolite, décapant. Ça rabote comme un poing dans la gueule. Ça caresse comme une main aimée. Ça éclate de rire aussi, parfois. Ça parle d'amitié. Ça saute d'une fabulette à une recette de cuisine. C'est sensuel jusque dans les lambeaux de la mémoire. Ça envoie des grandes claques : le capitalisme, l'architecture, la médecine, la famille et le fisc en prennent pour leur grade. Et les éditeurs y reçoivent en prime une sévère correction verbale.

Ils ont drôlement le sens de l'humour les gens de chez Stock : avoir accepté de jouer ainsi à l'arroseur arrosé ! Il est vrai que les droits qu'ils vont encaisser compenseront largement ces petits désagréments. A moins, tout simplement, qu'ils n'aient rendu les armes devant le talent de Christiane Rochefort.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Festival cinémélo à Bondy

Avec le festival de cinéma qu'organise la municipalité de Bondy, on est à chaque fois assuré d'une programmation non seulement de premier plan, mais aussi organisée selon un thème original. Sous le titre « Cinémélo-France 1929-1939 », la quatrième édition du festival, du 16 au 22 février, ne fera pas exception.

On verra ainsi à Bondy « Métropolitain » de Maurice Cam (le 16), « Rigolboche », « Sonnette d'alarme », « Sous la griffe », « Josette » et « Le père Lampion » de Christian-Jaque (17 et 18), « Trois de Saint-Cyr » de Paulin, « Thérèse Martin » de Maurice de Canonge et « Paradis perdu » de Gance (le 18), « La maison du Maltais » de Pierre Chenal, « La Loupiote » de Kémm, « Le jour se lève » de Carné et Prévert, « Carnet de bal » de Duvivier (le 19), « Orage » de Marc Allégret, « L'appel de la vie », de Georges Neveux, « Les hommes nouveaux » de Lherbier et « La bête humaine » de Renoir (le 20), « Toni » de Renoir, « Les deux gamines » de Hervil, « Le coupable » de Raymond Bernard et « César » de Pagnol (le 21), enfin « Abus de confiance » de Decoin et « La belle équipe » de Duvivier le 22 (ce dernier donnant l'occasion d'une « soirée au Bondy-Palace en 1936 », avec orchestre, documentaire et actualités Gaumont d'époque avant le « grand film »).

Plusieurs de ces productions 29-39 comptent aujourd'hui parmi les classiques de cinémathèque, comme « Toni », « Le jour se lève », « César » ou l'admirable « Bête humaine ». D'autres, tels « Orage » et « Paradis perdu », méritent mieux que leur quasi-oubli. Et puis, revoilà les archétypes de ce cinéma populaire de qualité qui faisait courir les foules à « Trois de Saint-Cyr », « La maison du Maltais » et « Carnet de bal »...

Ce n'est pas pour autant un festival « rétro », dans tout ce que ce terme implique comme volonté commerciale de gratter le spectateur là où sa nostalgie le démange : le film français des années trente — pourquoi ferait-il exception ? — est le miroir d'une société. Miroir certes déformant et Guy Allombert, présentant le festival de Bondy dans le dernier numéro de « La revue du cinéma-Image et son », relève justement qu'il s'agit d'un « cinéma-somnifère » — Renoir, Carné, Prévert et « La belle équipe », aux intentions politiques affirmées, faisant évidemment exception dans cette sélection.

N'empêche que même la production courante et « apolitique » ne peut pas ne pas témoigner, même involontairement, sur une décennie bien à part, commencée parmi les contrecoups de la plus grande des crises économiques et s'achevant par une guerre mondiale, après avoir vécu avec 36 une année de lutte et d'espoir. Retrouver ce témoignage entre les lignes, ou plutôt entre les images, sera l'un des exercices les plus passionnants auxquels convie le festival de Bondy.

SERGE RICHARD

POUR TOUTE PUBLICITE DANS LES BULLETINS MUNICIPAUX

BESANÇON votre ville

N° 18 DECEMBRE 1978

éditorial



La réforme des finances locales vient de faire l'objet d'un important débat au Sénat à l'occasion de l'examen de deux textes, d'origine gouvernementale, concernant la réforme de la fiscalité directe locale et la création d'une dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités.

J'ai été amené, à l'occasion de ce débat, à intervenir pour souligner une fois de plus les difficultés que connaissent les collectivités locales et pour réclamer une réforme en profondeur des finances communales.

Sans entrer dans les détails techniques du débat, je voudrais vous faire savoir que je me suis fait l'interprète de la population bisontine pour rappeler au Ministre de l'Intérieur que les collectivités locales n'en peuvent plus de supporter des transferts de charges de plus en plus lourds, sans que soient mises à leur disposition de nouvelles ressources. A titre d'exemple, je vous rappelerai à que le fonctionnement de l'Ecole des Beaux Arts a représenté en 1977 une dépense de 4.534.899,60 F, alors que l'Etat n'a participé que pour 87.820 F à ces dépenses, soit 2 %. Cette situation est d'autant plus intolérable que les élèves fréquentant cette école proviennent de toutes les régions de France et même de l'étranger, les élèves originaires de Besançon ne représentent que le quart des inscrits.

Toute véritable réforme des finances locales doit passer par l'abandon par l'Etat d'une partie de ses ressources au profit de ceux qui ont en charge la vie quotidienne des citoyens.

Or les projets gouvernementaux qui nous ont été soumis n'avaient sous des apparences libérales, pour seuls objectifs que de freiner l'expansion des ressources communales. Ces projets ne traduisaient par ailleurs aucune volonté de répartir plus justement les ressources fiscales entre l'Etat et les collectivités.

Dans ces conditions, mon devoir consistait à m'élever contre cette fausse réforme qui présentait entre autre le grave défaut de maintenir le système archaïque des quatre impôts locaux frappant sans distinction riches et pauvres et pénalisant les entreprises de main d'œuvre, alors que tous les conseils municipaux attendent depuis longtemps une forme plus moderne, plus originale, et surtout plus évolutive de contribution locale.

Notre combat pour une véritable réforme des finances locales se poursuit. Nous ne pourrons le gagner qu'avec l'aide de toute la population.

Le Sénateur-Maire
Robert SCHWINT

sommaire

Eaux : à la recherche de nouvelles ressources ... 4-5



La Ville et l'Etat 3
Dans notre courrier 6
Les salins de Brégille 7
L'Université de Franche-Comté 8-9-10
A propos du carrefour de Palente 11
Affaires scolaires 12
Hôpital de Châteaufarine 13
Vie culturelle et sportive 14-15

de BESANÇON
Mensuel-50.000 Exemplaires

150 MAIRIES Ofres et nous

Bureau centralisateur d'éditions Municipales

O.F.R.E.S.

de RENNES
Mensuel-82.000 Exemplaires

LE RENNAIS □ OCTOBRE 78 □ N° 78

Bulletin Municipal officiel de la Ville de Rennes

le rennais 1, 50 F.



dossier :
la collecte des ordures ménagères.

REGIE EXCLUSIVE ET EDITION

O.F.R.E.S. 67, Boulevard de Clichy-75009 PARIS

Téléphone : 285.72.57(L.G.)-Télex : 641633

Coll. Jonathan-Laurey